

Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou
Faculté des sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

**Première année Tronc Commun Sciences Economiques, Commerciales et des
Sciences de Gestion**

Cours d'introduction à l'économie

Première année Tronc Commun

Semestre I

M. BOUABBACHE AISSA, MCB, FSECG, UMMTO

Novembre 2025

Table des matières

| | | |
|------|---|----|
| I. | Objet et nature de la Science Economique..... | 6 |
| 1. | La science économique : Définitions et émergence du concept..... | 6 |
| 1.1. | La définition de l'économie durant l'antiquité..... | 6 |
| 1.2. | La science économique durant la période moderne (16e siècle- 18e siècle) | 7 |
| 1.3. | L'économie est une science de la richesse | 7 |
| 1.4. | L'économie est une science de la rareté et des choix efficaces..... | 8 |
| 1.5. | Définitions de synthèse | 9 |
| 2. | La relation de la science économique avec les autres sciences et ses caractéristiques | 9 |
| II. | La problématique de la science économique | 11 |
| 1. | La problématique de la science économique..... | 11 |
| 1.1. | Classification des besoins | 11 |
| 1.2. | Les caractéristiques des besoins..... | 14 |
| 2. | Les biens..... | 14 |
| 2.1. | Différence entre un bien libre et un bien économique | 14 |
| 2.2. | Les caractéristiques d'un bien économique..... | 15 |
| 2.3. | La classification des biens..... | 15 |
| 2.4. | Les typologies des biens | 16 |
| 3. | La problématique économique et la manière dont les individus prennent des décisions.... | 16 |
| 3.1. | Choix et décision économiques..... | 16 |
| 3.2. | Les trois problèmes économiques | 18 |
| III. | La méthode en sciences économiques | 19 |
| 1. | Définition de la méthode | 19 |
| 1.1. | La notion de la méthode..... | 19 |
| 2. | Les principales méthodes en sciences économiques | 20 |
| 2.1. | La méthode déductive | 20 |
| 2.2. | La méthode inductive..... | 21 |
| 2.3. | La méthode hypothético-déductive..... | 22 |
| IV. | Présentation et organisation de l'activité économique | 23 |
| 1. | Les agents économiques..... | 23 |
| 1.1. | Définitions..... | 23 |

| | | |
|------|---|----|
| 2. | Classifications des secteurs institutionnels..... | 23 |
| 2.1. | Les ménages..... | 23 |
| 2.2. | Les sociétés non financières..... | 24 |
| 2.3. | Les administrations..... | 24 |
| 2.4. | Les sociétés financières..... | 24 |
| 2.5. | Le reste du monde..... | 25 |
| 3. | Les opérations économiques..... | 25 |
| 3.1. | Les opérations sur les biens et services..... | 25 |
| 3.2. | Les opérations de répartition..... | 25 |
| 3.3. | Les opérations financières..... | 25 |
| 3.4. | Les opérations avec l'extérieur..... | 26 |
| 4. | Le marché..... | 26 |
| 5. | Les différents types des marchés..... | 26 |
| 5.1. | Le marché des biens et des services..... | 26 |
| 5.2. | Le marché des capitaux..... | 26 |
| 5.3. | Le marché de travail..... | 27 |
| 6. | Les différentes structures de marché..... | 27 |
| 6.1. | Marché concurrentiel..... | 27 |
| 6.2. | Marché d'oligopole..... | 27 |
| 6.3. | Marché en situation de monopole..... | 27 |
| 7. | Les circuits économiques..... | 28 |
| 7.1. | Le circuit économique simple..... | 28 |
| 7.2. | Le circuit économique d'ensemble..... | 29 |
| 8. | Les agents économiques en Algérie..... | 31 |
| 8.1. | Les Secteurs Institutionnels..... | 31 |
| V. | La production..... | 34 |
| 1. | Définitions de la production..... | 34 |
| 2. | Les facteurs de production..... | 35 |
| 3. | Les typologies et les classifications de la production..... | 37 |
| 3.1. | Les typologies de la production..... | 37 |
| 3.2. | Classification de la production..... | 37 |
| 4. | Comment mesure-t-on la production d'une économie ?..... | 38 |

| | | |
|-------|---|----|
| VI. | Le revenu : répartition et redistribution | 40 |
| 1. | Le revenu primaire des agents et ses différents types | 40 |
| 1.1. | Les revenus d'activité | 40 |
| 1.2. | Les revenus de la propriété | 41 |
| 1.3. | Les revenus mixtes | 41 |
| 2. | La redistribution de revenu | 42 |
| 3. | Le revenu disponible | 42 |
| VII. | La monnaie et le financement de l'économie | 46 |
| 1. | Les origines de la monnaie | 46 |
| 1.1. | Définitions et formes de la monnaie | 47 |
| 1.2. | Les fonctions de la monnaie | 48 |
| 2. | Le financement de l'économie | 48 |
| 2.1. | Le rôle des banques | 49 |
| 2.2. | Le rôle des marchés financiers | 49 |
| VIII. | Déséquilibres économiques | 50 |
| 1. | Inflation | 50 |
| 1.1. | Les types d'inflation | 50 |
| 1.2. | Des concepts liés à l'inflation | 52 |
| 1.3. | Les causes de l'inflation | 52 |
| 1.4. | Les effets négatifs de l'inflation | 53 |
| 2. | Le chômage | 53 |
| 2.1. | Le chômage selon le Bureau International de Travail (BIT) | 54 |
| 2.2. | Comment mesurer le chômage ? | 54 |
| 2.3. | Le chômage selon les écoles de la pensée économique | 55 |
| 2.4. | Les effets du chômage | 55 |
| IX. | La politique économique | 56 |
| 1. | Définition | 56 |
| 2. | Les types de politiques économiques | 56 |
| 2.1. | Une politique économique conjoncturelle : | 57 |
| 2.2. | La politique économique structurelle | 60 |

Informations générales et objectifs du cours

Objectifs

- Comprendre les notions fondamentales de l'économie (concepts, phénomènes et relations économiques).
- Analyser et interpréter les activités économiques afin de saisir leur rôle et leur impact sur la société.
- Développer la capacité d'observation et de raisonnement économique à travers l'étude de situations concrètes.
- Acquérir une vision globale du fonctionnement de l'économie, en identifiant les liens entre les différents acteurs et secteurs économiques.

Informations générales sur le cours d'introduction à l'économie

- Semestre : premier semestre
- Unité d'enseignement : Unité d'enseignement fondamentale
- Nombre de Crédits : 06 crédits
- Coefficients : 03

Public ciblé

Ce cours est destiné aux étudiants de la première année tronc commun Sciences économiques, Commerciales et des sciences de gestion.

prérequis

Ce cours vise à introduire l'étudiant aux notions fondamentales de l'économie. À cet effet, aucun prérequis n'est exigé, car il offre une première initiation aux principaux concepts, aux mécanismes économiques de base et au vocabulaire spécifique de la discipline. Bien au contraire, ce cours a pour objectif de préparer l'étudiant à poursuivre des études en sciences économiques en lui offrant les bases nécessaires à la compréhension des phénomènes économiques et à l'analyse des comportements des agents au sein de l'activité économique.

I. Objet et nature de la Science Economique

Introduction

Les Hommes sont des êtres qui vivent en société. Leurs interactions donnent naissance à plusieurs types de rapports sociaux (Les relations sociales) à l'exemple de rapports moraux, juridiques, économiques, politiques, religieux... Ces derniers constituent un objet d'un ensemble de sciences qu'on appelle les sciences sociales.

Même s'il est difficile de faire une démarcation entre les sciences sociales, qui s'intéressent à un même objet qui est l'homme social, la science économique a pour objet, parmi les rapports des hommes vivant en société, ceux-là seulement qui tendent à la satisfaction de leurs besoins matériels, à tout ce qui concerne leur bien-être.

Le terme « science économique » est apparu depuis le XXe siècle, remplaçant progressivement celui d' « économie politique ». Il existe plusieurs écrits sur la science économique, mais ces derniers n'arrivent pas à donner une définition exacte de cette discipline.

1. La science économique : Définitions et émergence du concept

1.1. La définition de l'économie durant l'antiquité

Thalès, grâce à ses travaux sur l'anticipation rationnelle et le monopole, est considéré comme l'un des premiers philosophes grecs ayant traité des phénomènes économiques dans l'histoire. Toutefois, Xénophon, disciple de Socrate, se présente comme l'un des premiers économistes dans l'histoire grâce à ses deux ouvrages : **Économique** et **les revenus**.

Pour Aristote, l'économie fait partie de la Science de l'homme. Pour ce philosophe grec, la science de l'homme est divisée en trois branches : l'éthique qui relève de l'individu, la politique qui relève de la cité et l'économique qui caractérise l'activité familiale.

Ce philosophe Grec a distingué **la chrématistique naturelle** ou **nécessaire** qui signifie l'art naturel d'acquérir les richesses qui relève de l'économie domestique et **la chrématistique** proprement dite ou **commerciale** qui signifie l'art de créer les richesses par le moyen d'échange des biens.

Chez les anciens Grecs, le terme **ÉCONOMIE** reposait sur l'association de deux mots : **Oïkos** qui

Objet et nature de la Science Economique

signifie maison, domaine familial... et **Nomos** qui représente des lois, des règles...

A cet effet, l'économie, durant l'antiquité, se définit comme l'ensemble des règles de conduite des activités domestiques. En d'autres termes, l'économie est l'ensemble des règles qui permettent de gérer les biens de la famille, domaine strictement privé.

Les philosophes Grecs ont défini l'économie comme " l'art du gouvernement domestique". Donc, à cette époque, l'économie s'intéresse uniquement à la sphère privée.

Remarque

L'Antiquité est la période de l'histoire allant de l'invention de l'écriture vers 3300-3200 av. J.-C. jusqu'à la chute de l'Empire romain d'Occident en 476.

1.2. La science économique durant la période moderne (16e siècle- 18e siècle)

Cette période a connu l'émergence d'un nouveau terme " **économie politique**", utilisé pour la première fois par Antoine de Montchrestien, dans son ouvrage intitulé "**Traité d'économie politique**" publié en 1615. Les penseurs de cette époque qui cherchent à comprendre ou à expliquer les phénomènes économiques désignent leur discipline d'**économie politique**. Ce terme est largement utilisé par k. Marx, J.B. Say, V. Pareto....

Ce terme signifie la gestion des affaires publiques du Royaume ou de la cité. En d'autres termes, l'administration des ressources publiques.

Le terme **économie politique** a laissé graduellement la place au terme **science économique** qui s'est imposé au début du 19e siècle pour affirmer le caractère scientifique du savoir économique (la formalisation des méthodes scientifiques et mathématiques pour analyser les phénomènes économiques).

1.3. L'économie est une science de la richesse

Au cours du 18ème siècle, on assiste à la naissance de l'économie politique moderne, avec notamment les œuvres fondatrices de Anne Robert Turgot (**les réflexions sur la formation et la distribution des richesses 1766**) de l'Écossais Adam Smith (**Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations 1776**). En observant les titres de ces ouvrages fondateurs, il est facile de constater que les premiers économistes ont placé la richesse au cœur de leur analyse. Ces deniers se posent des questions de types : qu'est-ce qui fait la richesse des nations, pourquoi des nations sont riches et d'autres sont pauvres....

Avant le 19e siècle, le domaine auquel s'intéresse l'économie est celui de la richesse et de sa gestion, car l'enrichissement est considéré comme l'objectif fondamental de chaque société.

Objet et nature de la Science Economique

Cependant, cette conception classique a laissé place, durant le 20e siècle, à celle de la science de la rareté et des choix efficaces.

Ce raisonnement (l'économie **est la science de la richesse**) s'intéresse à la manière dont les sociétés et les hommes s'organisent pour produire, répartir et consommer les richesses. Autrement dit, l'économie politique est la science qui étudie la Production de biens, la répartition des Revenus et la Consommation. Selon Jean-Baptiste SAY « *l'économie politique enseigne comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses qui satisfont aux besoins des sociétés* ».

L'économie selon J. B. SAY enseigne comment se produisent, se distribuent et se consomment les richesses sociales, c'est-à-dire, les richesses qui sont fondées sur l'échange.

| Conception de l'économie | Caractérisation |
|---|---|
| L'économie est une science de la richesse | L'économie est la discipline qui étudie la richesse : <ul style="list-style-type: none">• Comment est-elle produite ?• Comment elle évolue ?• Comment est-elle répartie entre les agents économique ? |

1.4. L'économie est une science de la rareté et des choix efficaces

Selon Lionel Robbins « *L'économie est la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre des fins et des moyens rares à usages alternatifs* » **Essai sur la nature et la signification de la science économique**

Selon Lionel Robbins « *L'économie est la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre des fins et des moyens rares à usages alternatifs* » **Essai sur la nature et la signification de la science économique**

Remarque

À usages alternatifs : veut dire susceptibles d'être utilisés différemment

Objet et nature de la Science Economique

Selon cette définition, l'économie est la science qui étudie les choix contraints des individus et le problème de l'allocation des ressources rares. Elle s'efforce d'expliquer le réel à partir d'hypothèses simples concernant le comportement humain : rationalité, recherche de l'intérêt personnel. C'est une définition applicable à toute activité humaine dès lors qu'il y a la rareté des moyens pour atteindre une finalité bien précise.

En d'autres termes, la science économique part du constat que les besoins des hommes sont illimités et ses ressources disponibles sont limitées (rares). A cet effet, l'économie étudie la manière dont les individus ou les sociétés mobilisent leurs ressources rares pour satisfaire au mieux leurs besoins. Ce constat impose à ces individus ou à ces sociétés de faire des choix dans l'allocation des ressources dont ils disposent.

Rappel

Les êtres humains ont de nombreux besoins à combler, mais la majorité des ressources disponibles pour y parvenir sont limitées. L'économie est la science des choix rendus nécessaires par la rareté des ressources.

1.5. Définitions de synthèse

Selon E. Malinvaud « L'économie est la science qui étudie comment des ressources rares sont employées pour la satisfaction des besoins des hommes vivant en société, elle s'intéresse, d'une part, aux opérations essentielles que sont la production, la distribution et la consommation des biens et services, d'autres parts, aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations » **Edmond Malinvaud, Leçons de théorie microéconomique.**

Selon R. BARRE " la science économique est la science de l'administration des ressources rares. Elle étudie les formes que prend le comportement humain dans l'aménagement de ces ressources, elle analyse et explique les modalités selon lesquelles un individu ou une société affecte des moyens limités à la satisfaction des besoins nombreux et illimités. **Raymond Barre, Economie politique.**

Selon P. A. Samuelson « L'économie est l'étude de la façon dont l'homme et la société choisissent, avec ou sans recours à la monnaie, d'employer des ressources productives rares qui sont susceptibles d'emplois alternatifs pour produire divers biens, et les distribuer en vue de la consommation, présente ou future, des différents individus et groupes qui constituent la société » **PAUL. A. Samuelson « L'économique ».**

2. La relation de la science économique avec les autres sciences et ses caractéristiques

La science économique est pluridisciplinaire :

La science économique s'appuie sur un ensemble de disciplines complémentaires. Elle mobilise les

Objet et nature de la Science Economique

sciences sociales, comme la sociologie, l'histoire, la géographie, le droit ou la science politique, pour comprendre le comportement des individus et des sociétés dans leur contexte social et institutionnel. Elle fait également appel aux sciences exactes, notamment aux mathématiques et aux statistiques, afin de modéliser les phénomènes économiques, d'en mesurer les effets et de formuler des prévisions. Cette approche pluridisciplinaire permet à l'économie d'offrir une analyse plus complète et rigoureuse des réalités économiques et sociales.

La science économique n'est pas une science exacte :

L'économie est une science fondée sur des lois, des théories et des modèles. Mais, contrairement aux sciences exactes, ces lois ne sont pas universelles. En effet, les phénomènes économiques varient selon les individus, les agents économiques, les contextes culturels et les pays. Ainsi, les modèles économiques doivent souvent être adaptés aux réalités sociales et institutionnelles propres à chaque environnement.

La problématique de la science économique

II. La problématique de la science économique

Introduction

La science économique est née de la confrontation des besoins illimités éprouvés par des individus et de la quantité limitée des biens disponibles pour les satisfaire, donc la science économique s'attache dans un premier temps à décrire, mesurer et comprendre les choix effectués par les agents économiques. Dans un second temps, elle cherche à bâtir des lois et des modèles pouvant servir à guider l'action publique.

Les besoins éprouvés par les individus correspondent à des exigences naturelles (liées aux besoins physiologiques) ou sociales (faire une formation, éducation, loisir, voyage...) donc ces besoins sont à la fois physiologiques et psychologiques, individuels et collectifs.

1. La problématique de la science économique

Définition

Il peut être défini comme une sensation de manque fondée sur le désir de posséder tel ou tel bien, ou d'obtenir tel ou tel service.

Définition

Un besoin est un manque qui peut être satisfait par l'acquisition ou la consommation des biens et services.

1.1. Classification des besoins

L'intensité, la nature et la diversité des besoins ressentis par les individus varient énormément selon leurs goûts et, surtout, leur niveau de vie. Par conséquent, la classification et la hiérarchisation des besoins se font selon plusieurs critères :

a) Classification et hiérarchisation des besoins selon Abraham MASLOW

Maslow, à l'aide d'une figure pyramidale, qu'on appelle **la pyramide des besoins de Maslow**, a classé et hiérarchisé les besoins humains, par ordre d'importance, en cinq (05) niveaux :

- **Les besoins primaires** : ou **besoins physiologiques** (se nourrir, se vêtir, se chauffer...)

La problématique de la science économique

- **Les besoins de sécurité** : les besoins de sécurité proviennent de l'aspiration de chaque individu à être protégé physiquement et moralement (stabilité).
- **Les besoins d'appartenance** : ce sont les besoins d'amitié et de relation des personnes. Ce sont les besoins d'appartenance à un groupe, qu'il soit social, relationnel ou statutaire. Le premier groupe d'appartenance d'une personne est sa famille.
- **Les besoins d'estime** : ce sont les besoins de considération, de réputation, de notoriété, de reconnaissance, de gloire...
- **Les besoins de réalisation** (d'auto-accomplissement) : Le besoin d'auto-accomplissement est le besoin de se réaliser, d'exploiter et de mettre en valeur son potentiel personnel dans tous les domaines de la vie.



Image 1 La pyramide des besoins de Maslow

Selon Abraham Maslow, la satisfaction des besoins humains s'organise selon une hiérarchie. Tous les besoins ne présentent pas la même importance pour l'individu : certains sont fondamentaux et doivent être satisfaits en priorité, tandis que d'autres n'apparaissent qu'ultérieurement. Maslow distingue ainsi plusieurs niveaux de besoins, allant des besoins physiologiques essentiels (comme se nourrir, se loger ou se vêtir) aux besoins plus élevés, tels que l'estime de soi ou l'accomplissement personnel. Tant que les besoins de base ne sont pas comblés, l'individu concentre son énergie sur leur satisfaction et ne peut pleinement ressentir ni poursuivre les besoins de niveau supérieur. Cette hiérarchie illustre la progression naturelle de la motivation humaine vers l'épanouissement et la réalisation de soi.

La problématique de la science économique

b) Classifications selon d'autres critères :

i Classification économique des besoins

- **Les besoins primaires**, appelés aussi les besoins physiologiques, ou des besoins élémentaires. Ce sont des besoins vitaux indispensables à l'existence de l'être humain (nourriture, logement, chauffage...).
- **Besoins secondaires** : appelés aussi, besoins matériels qui sont des besoins dont la satisfaction n'est pas vitale pour l'être humain, par exemple : aller au cinéma, avoir un véhicule de luxe, ...
- **Les besoins tertiaires** : ce sont, généralement, des besoins qui sont liés à des services plutôt qu'aux biens physiques. Ils servent à améliorer la qualité de vie de l'Homme comme : l'éducation, la communication, la culture, les loisirs...

ii Classification des besoins selon leur nature

Besoins individuels : représentent une aspiration ou une exigence ressentie par une personne spécifique. Ils peuvent être d'ordre matériel ou immatériel et varient selon les individus.

Besoins collectifs : sont une nécessité ou un désir partagé par un groupe de personnes, qui découle d'intérêts communs et d'objectifs sociaux. Ils ne peuvent pas être satisfaits pleinement par chaque individu agissant seul. Ils nécessitent une action collective et une organisation sociale pour être comblés. Exemples : Sécurité, écoles, hôpitaux....

iii Classification selon la nature des biens ou services consommés

Besoins matériels : Un besoin matériel est un besoin qui se satisfait par la consommation de biens tangibles.

Exemple

Alimentation : nourriture, eau

Habillement : vêtements

Besoins immatériels : Les besoins immatériels sont des aspirations ou des exigences de nature psychologique, sociale ou émotionnelle, qui ne peuvent être satisfaites par des biens matériels.

Exemple

Appartenance à un groupe, amitié, estime de soi, reconnaissance....

La problématique de la science économique

1.2. Les caractéristiques des besoins

a) La multiplicité

Dès qu'un besoin est satisfait, il y a d'autres besoins qui apparaissent.

b) La satiabilité des besoins économiques

Tout besoin est satisfiable, cela veut dire que l'intensité du besoin diminue au fur et à mesure qu'il reçoit de la satisfaction, au-delà d'un certain seuil la satisfaction du besoin est saturée.

c) L'interdépendance

Les besoins sont substituables ou complémentaires.

d) La comparabilité

Chaque individu raisonnable est capable de déterminer une hiérarchie dans l'intensité de ses besoins.

2. Les biens

Définition

Un bien peut être défini comme étant une chose utilisable pour combler un besoin fondamental ou un désir.

Définition

Un bien est défini comme tout ce qui est utile, apte à satisfaire des besoins humains.

2.1. Différence entre un bien libre et un bien économique

On appelle **un bien économique** tout objet ou service qui procure une satisfaction, existe en quantités limitées et peut s'échanger sur un marché, donc un bien économique doit être rare et produit par une activité humaine.

Autrement dit : **un bien économique** est rare, il est le résultat d'un acte de production, il est mesurable (il a une valeur et il a un prix) et il est lié à des choix, c'est-à-dire son acquisition signifie le renoncement à un bien alternatif.

Un bien libre : est un bien qui existe en quantités illimitées avec un accès gratuit.

Remarque

La science économie ne s'intéresse pas aux biens libres, elle s'intéresse uniquement aux biens

La problématique de la science économique

économiques.

2.2. Les caractéristiques d'un bien économique

L'utilité

Elle signifie l'aptitude d'un bien économique à satisfaire un besoin. Cette caractéristique est relative, elle dépend du temps et de l'espace.

La disponibilité

Elle signifie la possibilité de se procurer de ce bien en tout temps.

La rareté

Un bien qui est disponible en quantités illimitées n'est pas un bien économique.

Rappel : Rareté : Définition 1

La rareté est une situation définie par le caractère non abondant des ressources, l'obtention de celles-ci nécessitant un effort.

Rappel : Rareté : Définition 2

Elle est la situation où les besoins dépassent les ressources dont on dispose pour les satisfaire.

2.3. La classification des biens

On a plusieurs classifications des biens :

Un bien inférieur et un bien supérieur (bien de luxe)

Un bien inférieur : il signifie un bien de base ou un produit de première nécessité comme la nourriture, les vêtements... (Généralement, c'est un bien dont la consommation baisse quand le revenu augmente).

Un bien supérieur (bien de luxe) : est un bien qui peut nous assurer une meilleure qualité de vie. (Un bien dont la demande augmente lorsque le revenu augmente).

Un bien de production et un bien de consommation finale

Un bien de production : est un bien qui sert à produire d'autres biens. Un bien de production peut être un bien intermédiaire (fer, bois, les produits semi-finis...) ou un bien d'équipement (machine).

Un bien de consommation finale : il est détruit par l'acte de consommation.

La problématique de la science économique

Complément

Un bien peut être **un bien matériel (objet)** ou **un bien immatériel(service)**.

Un bien peut être aussi **individuel (usage personnel)** ou **collectif (consommé par au moins deux individus au même temps)**.

2.4. Les typologies des biens

La durabilité : (logement, voiture), **semi durable** (textiles, jouets, vaisselles) et **non durable** (pain, énergie)

Remarque

Un bien peut être **marchand** et **non marchand**.

3. La problématique économique et la manière dont les individus prennent des décisions

3.1. Choix et décision économiques

La rareté occupe une place importante dans l'analyse économique. Autrement dit, la rareté des ressources est le problème fondamental auquel est confrontée la science économique. Les besoins des individus sont illimités alors que les biens et services destinés à les satisfaire existent en quantités limitées.

Face à cette contrainte, les agents économiques, vivant dans un monde de rareté (disposent de ressources rares), se trouvent dans l'obligation de faire des choix. En somme, chaque décision économique doit comporter des arbitrages, des coûts d'opportunités, des incitations...

a) Les agents économiques font face aux arbitrages

Les individus et les entreprises doivent faire des choix. En d'autres termes, ils doivent envisager les bénéfices que rapporterait une action par rapport à une autre.

En cherchant à augmenter la quantité des biens qu'il possède, l'agent économique se heurte à la rareté de certaines ressources. Pour atteindre son objectif (augmenter la quantité des biens qu'il possède), cet agent, en tenant compte de la contrainte de la rareté de ses ressources, se trouve dans l'obligation de renoncer à une certaine quantité d'un autre bien (renoncer partiellement ou totalement). Donc, la rareté oblige les agents économiques à faire des arbitrages ou des choix. Ces derniers impliquent de sélectionner certaines options et d'en rejeter d'autres.

Exemple

Un salarié qui touche 40 000 DA à la fin du mois ne peut pas s'offrir tous les biens qu'il souhaite avoir en raison de son revenu limité. Face à cette situation, il doit faire des choix, s'il achète des

La problématique de la science économique

vêtements, il ne lui reste pas de l'argent pour s'offrir des loisirs.

Exemple : Les choix des consommateurs

Si l'individu décide d'acheter un bien X, il doit réduire ses achats pour un bien Y en raison de son budget limité. Donc, le consommateur réalise en permanence des choix selon son revenu limité dans le but de satisfaire au mieux ses besoins.

b) Le coût d'opportunité

Les choix des individus dépendent des contraintes : de temps, de revenu, de préférences, de goûts A cet effet, il revient d'introduire la notion du coût d'opportunité qui correspond au fait qu'un individu doit renoncer à quelque chose pour obtenir autre chose.

Définition

Le coût d'opportunité est défini comme l'ensemble des avantages auxquels un agent économique doit renoncer lorsqu'il prend une décision. Il est défini aussi comme ce à quoi il faut renoncer pour obtenir quelque chose, la valeur des bénéfices auxquels on renonce.

Remarque

Le coût d'opportunité n'est pas forcément mesurable en unité monétaire.

Exemple

Un étudiant a le choix entre travailler et étudier. S'il choisit les études, il doit faire face à certaines dépenses qu'on appelle des "coûts des études" comme le transport, nourriture, achat des livres.... Dans ce cas, le coût d'opportunité correspond aux différentes dépenses pour les études " coûts des études" auxquels on rajoute le salaire qu'il aurait pu gagner s'il a choisi de travailler.

Exemple

En été, un étudiant a le choix de travailler pendant deux semaines pour un salaire de 15 000 DA, ou bien d'aller en vacances pendant deux semaines. S'il choisit les vacances, il doit dépenser 30 000 DA comme frais de son séjour pour ces deux semaines. Dans ce cas, le coût d'opportunité doit tenir compte du revenu auquel il a renoncé. Donc, le coût total de ces vacances est égal aux différentes dépenses de vacances (30 000 DA) plus le salaire qu'il aurait pu gagner (15 000 DA).

L'étudiant trouve que la satisfaction procurée par deux semaines de vacances est supérieure au coût d'opportunité.

Dans le cas où l'étudiant décide de travailler au lieu d'aller en vacances, il va gagner 15 000 DA et il va épargner aussi 30 000 DA. Dans ce cas, il a sacrifié un loisir pour gagner un peu plus d'argent.

La problématique de la science économique

c) Les incitations

Globalement, les individus prennent leurs décisions en comparant les coûts et les avantages. A cet effet, leur comportement peut changer lorsque ces derniers (les coûts et les avantages) sont modifiés. Donc, les agents économiques réagissent aux incitations.

Exemple

La hausse des prix de l'essence engendre la hausse des coûts de déplacement en véhicule. Cependant, le coût d'utilisation d'un véhicule qui consomme moins d'essence augmente moins que celui qui consomme beaucoup d'essence. Dans ce cas, les ménages sont incités à acheter des véhicules qui consomment peu d'essence.

d) Raisonnement à la marge

Le raisonnement à la marge est utilisé dans la microéconomie pour expliquer le comportement du consommateur et du producteur. Le raisonnement à la marge consiste à prendre en compte, pour expliquer le comportement des agents économiques, les unités additionnelles, appelées marginales (c'est l'unité supplémentaire qui est prise en compte).

Exemple

Le consommateur achète une unité supplémentaire d'un bien tant que l'utilité procurée par cette dernière unité consommée reste supérieure à sa désutilité.

3.2. Les trois problèmes économiques

Pour résoudre le problème de la rareté et allouer au mieux les ressources limitées, toute société doit répondre à trois questions fondamentales et interdépendantes :

Que produire ? : Quels biens ou services produire, et en quelle quantité ? Faut-il privilégier la production de vêtements ou celle de nourriture ? Choisir l'industrie ou l'agriculture ? Comme les ressources disponibles sont limitées. Cela implique des arbitrages, c'est-à-dire à déterminer quels besoins satisfaire en priorité. Chaque choix entraîne aussi un coût d'opportunité : produire un bien, c'est renoncer à en produire un autre.

Comment produire ? : Elle consiste à déterminer comment produire : avec quelle combinaison de ressources (Travail, capital) et selon quelle méthode de production (artisanale, industrielle...)

Pour qui produire ? : Qui va bénéficier des richesses créées ? En d'autres termes, comment ces richesses seront elles réparties entre les différents agents économiques ?

Fondamental

Ces trois interrogations constituent le point de départ de toute analyse économique et

La problématique de la science économique

définissent la manière dont la société tente de gérer la contrainte de la rareté.

III. La méthode en sciences économiques

Introduction

Le quotidien de chaque individu est rempli de faits et d'actes. Ces derniers constituent pour un économiste des faits et des actes économiques.

Acheter du pain, aller travailler, avoir son salaire, continuer ses études au lieu d'aller travailler dans une entreprise, épargner de l'argent, investir... sont des exemples de quelques actes sociaux qui intéressent l'économiste, de même pour , l'inflation, le chômage, la dette publique, la croissance économique, les chocs pétroliers de 1973 et de 1979, la faillite d'une entreprise, la pauvreté, la crise économique de 1929, la crise des subprimes de 2007..., qui constituent des exemples de faits sociaux sur lesquels se porte l'investigation des économistes.

Ces actes et ces faits sociaux ne peuvent être économiques que dans la mesure où ils sont étudiés et analysés à travers une grille spécifique de lecture d'une discipline appelée économie ou science économique.

L'histoire, la géographie, la sociologie, la psychologie, le droit, la démographie et d'autres sciences humaines et sociales peuvent se donner comme objet d'étude ces actes et faits au même titre que l'économie, mais dans une perspective différente.

1. Définition de la méthode

Les phénomènes économiques peuvent être étudiés selon plusieurs critères d'analyse. Les méthodes permettant d'étudier ces phénomènes sont différentes selon le mode de raisonnement retenu, la démarche retenue et l'échelle d'analyse.

1.1. La notion de la méthode

La méthode « est un ensemble des opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre et les vérifie » GRAWITZ, Madeleine : Méthodes de recherche en sciences sociales », Dalloz, Paris, 2001.

La méthode est constituée d'un ensemble d'étapes et de procédures permettant d'appréhender la réalité ou une partie de la réalité. Dans le langage scientifique, on appelle **méthode** le chemin qu'il faut suivre pour arriver à la découverte de la vérité.

La méthode en sciences économiques

2. Les principales méthodes en sciences économiques

2.1. La méthode déductive

La déduction est un processus qui permet de conclure (déduire) une affirmation à partir d'hypothèses, de prémisses ou d'un cadre théorique : les conclusions résultent formellement de ces prémisses ou de ce cadre théorique.

En d'autres termes, **la méthode déductive** part de certaines données générales, admises comme indiscutables, pour en déduire, par voie de raisonnement logique, une série indéfinie de propositions. Elle consiste à analyser le particulier à partir du général, à lire une situation concrète spécifique à l'aide d'une grille théorique générale préétablie.

Exemple

Tous les hommes sont mortels (première prémisse).

Socrate est un homme (deuxième prémisse).

Il est donc mortel (Conclusion).

Cette démarche bâtit son raisonnement à partir d'hypothèses et elle en déduit des propositions qui s'efforcent d'expliquer la réalité, sans faire appel à l'observation des faits, elle n'indique pas comment devraient être les choses.

Exemple

Si nous partons de l'hypothèse que la consommation dépend du revenu, donc on peut définir la consommation des ménages en fonction de leur revenu.

A partir de cette hypothèse et de cette relation, on peut avoir plusieurs déductions :

- Déduction 1 : Lorsque le revenu augmente, la consommation augmente ;
- Déduction 2 : La consommation ne croît pas dans les mêmes proportions que le revenu ;
- Déduction 3 : La quantité moyenne consommée diminue lorsque le revenu augmente.

Rappel

Une hypothèse est un énoncé qui cherche à expliquer comment deux variables sont liées entre elles.

Une loi est un raisonnement théorique destiné à donner une représentation des liens entre des variables économiques.

2.2. La méthode inductive

L'idée centrale de cette démarche scientifique consiste à induire des énoncés généraux (des vérités) à partir d'expériences particulières, rigoureuses et systématiques.

L'induction est la démarche qui part de l'observation de certains faits particuliers pour dégager des principes généraux.

Si nous observons un bien X, nous remarquons qu'à chaque fois son prix augmente, sa demande baisse. Donc, nous pouvons généraliser ce raisonnement et dire qu'à chaque fois le prix d'un bien augmente, sa demande baisse.

Mais ce raisonnement peut s'avérer faux, car l'observation, dans un autre cas, de la demande d'un bien qui augmente lorsque son prix augmente va nous conduire à réfuter le premier raisonnement (lorsque le prix augmente la demande baisse).

Exemple

Un économiste remarque que dans de nombreuses villes, chaque augmentation du prix du café entraîne une baisse des achats de ce produit par les consommateurs.

Cas 1 : Dans une ville 'A' : lorsque le prix d'un paquet de café augmente de 10 %, les ventes chutent de 15 %.

Cas 2 : Dans une ville 'B' : une augmentation de 8 % des prix entraîne une baisse de la consommation de 12 %.

Cas 3 : Dans une ville 'C' : une hausse de 12 % du prix du café entraîne une réduction des ventes de 18 %.

A travers ces différents cas, l'économiste remarque qu'à chaque fois que le prix du café augmente, la quantité consommée baisse. Il observe cette tendance dans plusieurs régions avec des pourcentages variables.

En se basant sur les différentes constatations, l'économiste généralise le raisonnement suivant : Lorsque le prix du café augmente, la demande pour le café diminue.

Cette généralisation peut être testée en analysant les informations provenant d'autres territoires et périodes. Si le même phénomène se reproduit, cela soutient la notion que la demande de café varie en fonction du prix.

Rappel

L'induction correspond à un processus qui permet de passer du particulier (faits observés, cas singuliers, données expérimentales, situations) au général (une loi, une théorie, une connaissance générale...)

2.3. La méthode hypothético-déductive

La méthode la plus utilisée en sciences économiques est la méthode **hypothético-déductive**, qui consiste à poser une question, à formuler des hypothèses puis chercher à la vérifier grâce à une étude expérimentale ou un test empirique. Si l'hypothèse est confirmée, donc la recherche est terminée et le chercheur peut tirer des conclusions.

On peut résumer cette méthode comme suit :

Observation → Hypothèse → Déduction → Vérification → Conclusion

Les étapes de la méthode

L'Observation :

C'est l'étape où on examine attentivement un phénomène ou un fait réel que l'on cherche à comprendre. C'est l'étape qui suscite une question.

L'hypothèse : (formulation des hypothèses)

Elle représente l'étape où on propose des explications provisoires, formulées à partir de l'observation et des connaissances existantes.

Déduction :

Elle consiste à déduire (à tirer) des conséquences logiques et vérifiables par l'expérience.

Vérification :

Cette étape permet de confirmer ou de contredire l'hypothèse à travers des expériences ou des enquêtes.

Conclusion :

Elle constitue le résultat de la recherche, si les faits confirment l'hypothèse, donc elle peut être retenue et elle peut devenir même une loi ou une théorie. Dans le cas contraire, elle est rejetée donc elle est à reformuler.

Remarque

Si l'hypothèse est rejetée cela ne signifie pas que la recherche est fautive mais elle constitue un résultat important, qui permet d'avancer en éliminant une piste incorrecte.

Présentation et organisation de l'activité économique

IV. Présentation et organisation de l'activité économique

1. Les agents économiques

1.1. Définitions

Un agent économique est **une unité institutionnelle**, c'est un centre de décision économique indépendant dans l'exercice de sa fonction principale. En d'autres termes, il peut s'agir d'un **individu**, d'une **organisation**, ou d'un **ensemble d'individus** ayant un certain degré d'indépendance dans la prise de décisions économiques.

Définition

Un agent économique est une entité qui prend des décisions économiques individuelles. C'est l'unité de base de l'analyse économique. Il peut être un individu, une entreprise, une administration publique...

Définition

Une unité institutionnelle est un acteur indépendant de la vie économique, composé d'une ou plusieurs personnes physiques ou morales, mais constituant un centre unique de décision autonome dans l'exercice de sa fonction économique principale.

Les unités institutionnelles ayant un comportement économique semblable (fonction principale) sont regroupées en **secteurs institutionnels**.

Définition

Les secteurs institutionnels regroupent les unités institutionnelles ayant des comportements économiques similaires caractérisés par leur fonction principale et la nature de leur activité.

Il existe cinq (05) secteurs institutionnels : les ménages, les sociétés non financières (sociétés et quasi-sociétés), les administrations publiques, les administrations non publiques, les sociétés financières auxquels on rajoute le reste du monde.

2. Classifications des secteurs institutionnels

2.1. Les ménages

Définition

Un ménage désigne l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que

Présentation et organisation de l'activité économique

ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté.

Les ménages représentent les agents économiques dont l'activité principale est la consommation des biens et services et qui disposent de ressources issues de leur travail, de leurs placements (intérêts et dividendes) ou de la redistribution opérée par l'État (revenus de transfert).

2.2. Les sociétés non financières

Définition

Les sociétés non financières comprennent toutes les unités non financières qui retirent au moins la moitié de leurs ressources de la vente de biens et services sur les différents marchés (à l'exception des entreprises individuelles, classées dans les ménages).

La fonction principale des **sociétés non financières** consiste à produire des biens et des services **non financiers marchands** pour les autres agents économiques, mais aussi pour elles-mêmes.

Exemple

Les entreprises privées ou publiques.

2.3. Les administrations

On distingue des **administrations publiques** comme l'État, les collectivités locales et les administrations diverses. La fonction principale des administrations publiques est de produire des services **non marchands** à partir des contributions obligatoires. Elles sont financées principalement par des prélèvements obligatoires (taxes, impôts, cotisations sociales).

Des administrations non publiques (privées), elles sont généralement des associations, des syndicats.... dont la fonction principale est de produire des services **non marchands** à partir des contributions volontaires des ménages.

2.4. Les sociétés financières

Ce sont des entités qui s'occupent principalement des affaires d'argent et qui offrent généralement à leurs clients des **services financiers**.

La fonction principale de ces institutions est d'assurer **le financement de l'économie**. En plus de cette fonction principale, elles ont d'autres rôles comme : **la collecte des capitaux, la gestion des moyens de paiements...**

Présentation et organisation de l'activité économique

Exemple

La banque centrale, banques, les sociétés d'assurance....

2.5. Le reste du monde

Le reste du monde est un agent économique fictif. Il ne représente pas un secteur institutionnel, mais il représente **la somme des valeurs de toutes les opérations entre les unités résidentes et les unités non résidentes.**

3. Les opérations économiques

Les opérations économiques représentent les transactions et les activités par lesquelles les agents économiques interagissent dans une économie, se regroupant principalement en trois catégories :

3.1. Les opérations sur les biens et services

Elles indiquent la provenance (l'origine) des biens et services utilisés par l'économie nationale et leurs différentes destinations (emplois).

Dans une économie, les biens et services proviennent de la production nationale et de l'importation.

Ils sont destinés pour partie à la consommation, pour partie à l'investissement et pour partie à l'exportation.

Production+Importations=Consommation+ Investissement+Exportation

1

$$P+M = C+I+X$$

3.2. Les opérations de répartition

Elles concernent la répartition des revenus créés par les différents agents économiques.

La répartition des revenus prend diverses formes, rémunération du travail, dividendes, loyers, subventions, impôts, cotisations et prestations sociales...

3.3. Les opérations financières

Elles recouvrent l'ensemble des relations entre des agents économiques à capacité de financement et des agents à besoin de financement.

Présentation et organisation de l'activité économique

Elles portent sur les créances et les dettes des agents économiques et montrent comment les agents à besoin de financement ont couvert leurs besoins et, systématiquement, comment les agents économiques à capacité de financement ont employé cet excédent.

3.4. Les opérations avec l'extérieur

Elles représentent l'ensemble des flux économiques entre les agents économiques résidents sur un territoire économique et les agents économiques appartenant au reste du monde.

4. Le marché

Définition

Le marché est un lieu de rencontre de l'offre des vendeurs et de la demande des acheteurs. Cette rencontre permet de déterminer le prix et la quantité échangée.

Remarque : Un marché peut être physique ou immatériel

La rencontre entre l'offre et la demande peut se tenir en un lieu bien déterminé (exemple marché de fruit et de légume), mais parfois le marché peut être un lieu virtuel où les acheteurs et les vendeurs sont disséminés dans l'espace. Dans ce cas, le marché est immatériel, car les nouvelles technologies de l'information et de la communication permettent de centraliser les offres et les achats à distance et de connecter les agents du monde entier en temps réel.

5. Les différents types des marchés

Il existe trois grands types des marchés :

5.1. Le marché des biens et des services

Il représente les marchés sur lesquels les entreprises vendent leur production aux ménages ou à d'autres entreprises. Il concerne les biens matériels, comme les produits agricoles et agroalimentaires, les biens industriels, les matières premières et il concerne aussi les services, comme les contrats d'assurances...

5.2. Le marché des capitaux

La sphère de la monnaie et des capitaux fonctionne également à travers des marchés, par exemple le marché des changes (marché des devises) et le marché financier (échanges de titres financiers, comme les actions). Le marché des capitaux est un marché où des fonds sont empruntés et prêtés.

Présentation et organisation de l'activité économique

Exemple

Les entreprises peuvent vendre des actions et des obligations en échange de sommes d'argent.

5.3. Le marché de travail

Sur ce marché s'échange la force de travail (facultés physiques et intellectuelles du travailleur) : les individus en recherche d'emploi sont offreurs de travail et les employeurs sont demandeurs de travail. En d'autres termes, le marché du travail est un marché où les individus vendent les services de leur travail et où les entreprises achètent ces services.

6. Les différentes structures de marché

6.1. Marché concurrentiel

Le marché est concurrentiel lorsqu'il existe un nombre important d'offreurs et de demandeurs. Le marché est en situation concurrentielle lorsque chaque participant à l'échange ne représente qu'une faible part de l'ensemble des biens échangés, et peut être considéré comme n'ayant pas de pouvoir sur le fonctionnement global du marché.

6.2. Marché d'oligopole

Un marché oligopole est un marché où opère un petit nombre d'entreprises. Le marché d'oligopole met face-à-face un grand nombre de demandeurs face à un nombre restreint d'offreurs.

Exemple

Le marché de la téléphonie mobile en Algérie

A l'échelle mondiale : marché des avions long-courriers, marché automobile...

6.3. Marché en situation de monopole

Le monopole est une configuration dans laquelle il n'existe qu'une entreprise sur un marché. Le marché de monopole confronte un grand nombre de demandeurs face à un offreur unique.

Exemple

Algérie Télécom est le seul fournisseur d'internet dans le pays. Donc elle a le monopole sur ce service en Algérie

Présentation et organisation de l'activité économique

Complément

La situation de monopole peut provenir de :

a) Monopole naturel

Il est le résultat de la technologie mise en œuvre et de la taille du marché. Les conditions techniques de la production et la taille du marché font qu'à long terme les entreprises concurrentes seront de moins en moins rentables. Autrement dit, la production par une seule firme est estimée moins coûteuse que la production par plusieurs firmes.

b) Monopole d'innovation

Lorsqu'une entreprise lance un nouveau produit, elle se trouve seule sur le marché. Cependant, ce monopole est temporaire, car les autres entreprises vont imiter l'innovateur et lui feront concurrence.

c) Monopole légale (institutionnel)

Ce monopole est imposé par l'État ou par un organisme réglementaire, parfois pour des raisons non économiques comme la sécurité ou la gestion d'un bien stratégique.

7. Les circuits économiques

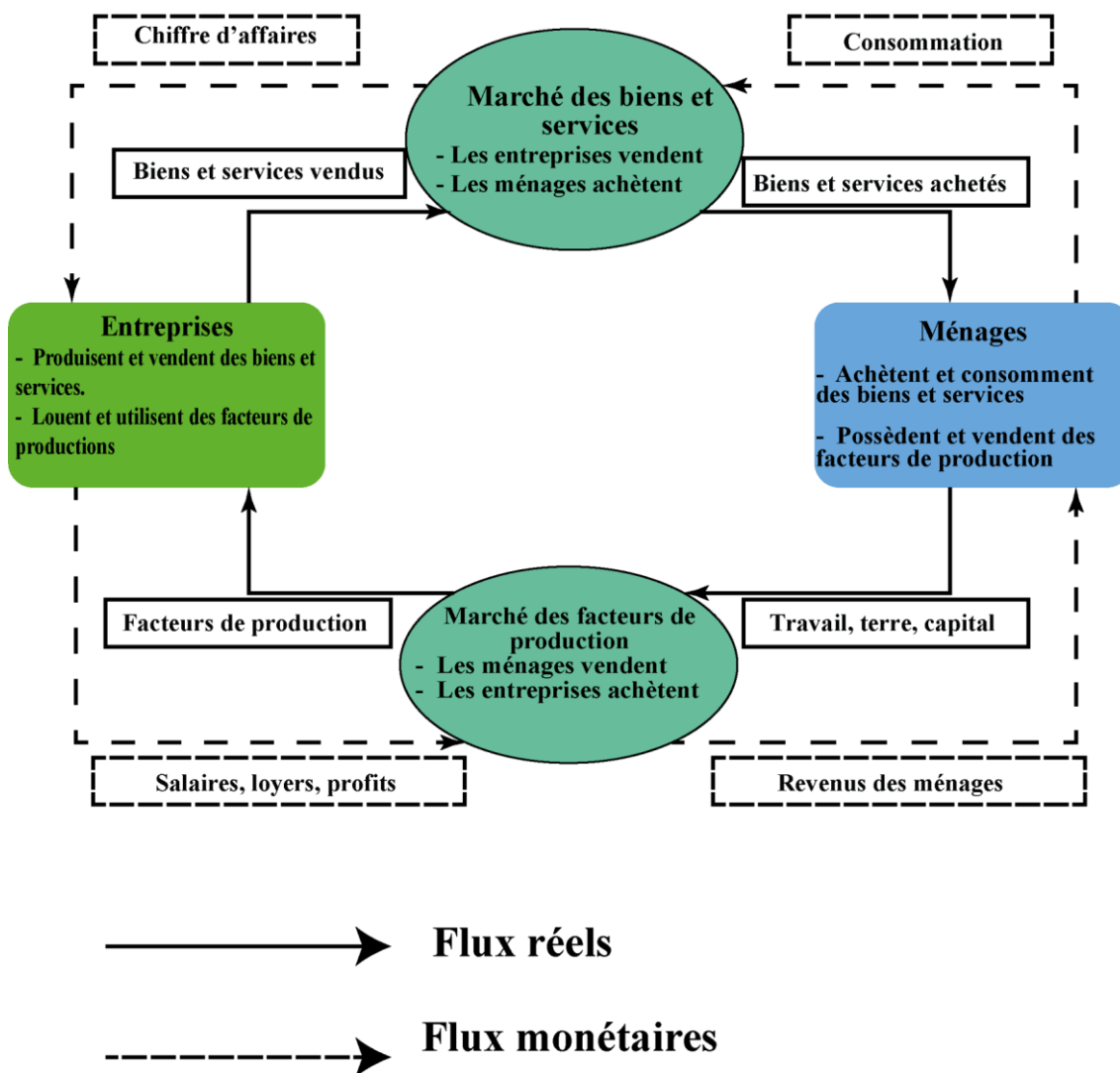
Les relations entre les agents économiques correspondent à des opérations économiques, elles se traduisent par des flux monétaires ou réels. Ces relations sont souvent représentées sous forme d'un circuit économique.

7.1. Le circuit économique simple

Définition

Un circuit économique est une représentation simplifiée de l'activité économique.

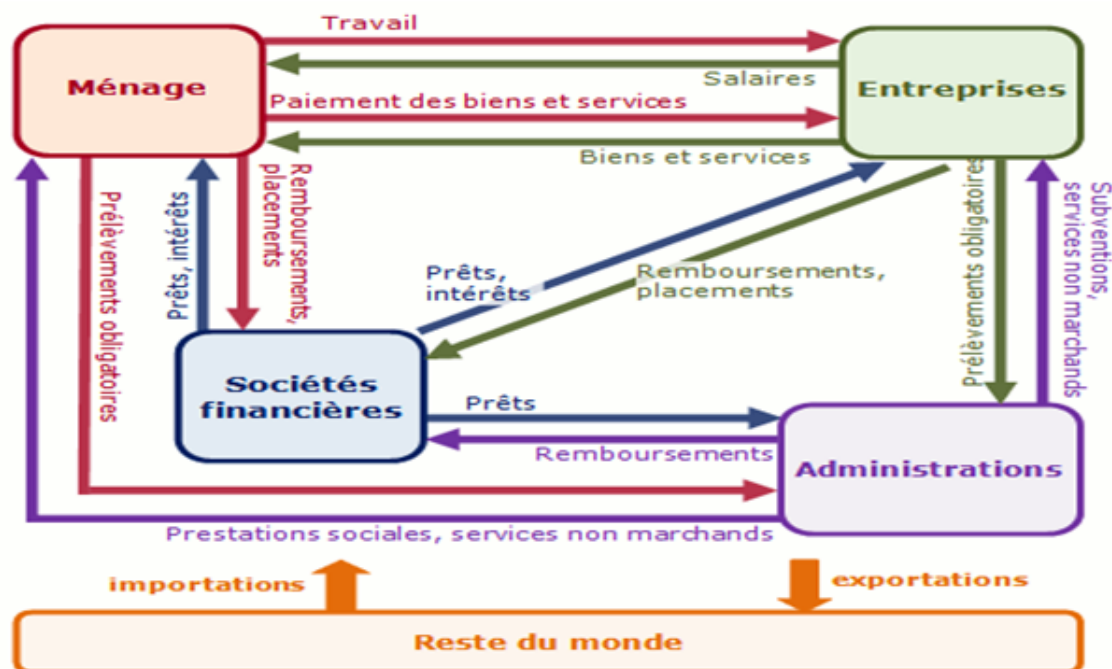
Présentation et organisation de l'activité économique



Les ménages dépensent de l'argent pour acheter des biens et services fabriqués par des entreprises. Ces dernières utilisent une partie de leurs ventes dans l'achat des facteurs de production aux ménages (faire travailler des individus en contrepartie d'un salaire, donc les salaires permettent de payer le prix du travail). Le reste des ventes constitue le profit des propriétaires des entreprises. Ainsi, les dépenses de consommation des biens et services circulent directement des ménages vers les entreprises. Les revenus sous formes de salaires, de loyers circulent des entreprises vers les ménages.

7.2. Le circuit économique d'ensemble

Présentation et organisation de l'activité économique



Définition

Le **circuit économique d'ensemble** est une représentation globale du fonctionnement de l'économie, qui montre les échanges de biens, de services et de revenus entre les différents agents économiques : ménages, entreprises, État, institutions financières et reste du monde.

Le schéma ci-dessus représente un circuit économique d'ensemble qui relie les principaux agents économiques : les ménages, les sociétés non financières, les sociétés financières, les administrations publiques et le reste du monde.

Les ménages occupent une place essentielle dans ce circuit. Ces derniers offrent leur travail en échange de salaires versés par les entreprises. Ces revenus leur permettent de consommer des biens et services, de payer des impôts et taxes, mais aussi de placer une partie de leur argent sous forme d'épargne ou de rembourser des prêts contractés auprès des banques.

Les sociétés non financières regroupent les entreprises de production de biens et services marchands. Elles emploient la main-d'œuvre des ménages, elles versent des salaires, produisent des biens et services destinés à la consommation intérieure ou à l'exportation, et réalisent des investissements pour développer leur activité. En contrepartie, elles perçoivent les recettes issues des ventes sur le marché national et international.

Les sociétés financières (banques, assurances ...) assurent la circulation de la monnaie dans

Présentation et organisation de l'activité économique

l'économie. Elles accordent des prêts aux ménages et aux entreprises, reçoivent les remboursements et gèrent les placements financiers. Elles tirent leurs revenus principalement des intérêts et des commissions liées à leurs services.

Les administrations publiques perçoivent les prélèvements obligatoires (impôts, taxes, cotisations sociales) et assurent la redistribution des richesses à travers les prestations sociales ou les services publics (éducation, santé, sécurité, etc.). Leur rôle est à la fois économique et social, puisqu'elles soutiennent la consommation et réduisent les inégalités.

Enfin, le reste du monde intervient à travers les échanges extérieurs. Les importations correspondent à l'achat de biens et services étrangers, tandis que les exportations représentent la vente de la production nationale vers l'étranger. Ces échanges influencent la balance commerciale du pays et participent à la dynamique économique globale.

Selon ce circuit, il existe plusieurs **types de flux** qui circulent entre les agents :

- Les **flux réels**, qui concernent les biens, services et facteurs de production.
- Les **flux monétaires**, tels que les salaires, intérêts, prêts, remboursements ou recettes de ventes.
- Les **flux de redistribution**, issus des prélèvements et des transferts opérés par les administrations.

8. Les agents économiques en Algérie

8.1. Les Secteurs Institutionnels

Ils regroupent l'ensemble des agents économiques présentant une homogénéité dans leur comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de leur fonction principale. Cinq (05) secteurs institutionnels sont distingués par le système des Comptes Économiques Algériens :

a) Ménages et Entreprises Individuelles (MEI)

Dans ce secteur est incluse l'activité de production, dans la mesure où pour les entrepreneurs individuels (rattachés aux ménages) qui ont une double fonction (production et consommation) ne peuvent être clairement différenciés, d'une part (non-homogénéité), et d'autre part les décisions d'exercer la fonction principale n'est pas autonome et ce, par rapport aux ménages.

Présentation et organisation de l'activité économique

Ce secteur institutionnel se compose donc de deux sous-secteurs :

i Les ménages

Ils ont pour fonction la consommation et dont leurs ressources proviennent de la rémunération de leur travail et éventuellement des transferts ;

ii Les Entreprises Individuelles (EI)

La fonction principale des EI est la production de biens et de services marchands non financiers et leurs principales ressources proviennent de leurs ventes.

Les entreprises individuelles désignent toutes les entreprises privées de moins de dix (10) salariés ne disposant pas de comptabilité complète.

b) Sociétés et Quasi-Sociétés non financières (SQS)

Il s'agit des entreprises publiques et des entreprises privées de plus de 10 salariés et qui ont pour fonction principale la production de biens et de services marchands non financiers et dont les ressources proviennent de leurs ventes

c) Les Administrations Publiques (AP)

Elles produisent des services non marchands à la collectivité et redistribuent des revenus, leurs ressources sont constituées des versements obligatoires des autres secteurs (impôts, taxes, droits, etc.). Le secteur des administrations publiques regroupe l'administration centrale (l'État), les collectivités locales, les Établissements Publics Administratifs et les organismes de la sécurité sociale.

d) Les Institutions Financières (IF)

Elles se composent de deux sous-secteurs :

i Les Banques

La fonction principale des banques est d'assurer le financement de l'économie, c'est-à-dire la collecte, la répartition des disponibilités financières.

ii Les Entreprises d'Assurances

Elles garantissent les risques contre des primes émises.

e) Reste du Monde

Il représente **la somme des valeurs de toutes les opérations entre les unités résidentes et les**

Présentation et organisation de l'activité économique

unités non résidentes.

La production

V. La production

Introduction

Samuelson définit l'économie comme la façon dont les sociétés utilisent des ressources rares afin de produire des biens qui ont une valeur et les répartir entre les individus. Cette définition considère l'économie comme **une activité** qui consiste à **produire des biens et services** à partir **des ressources rares**.

Donc, la **production** constitue un acte fondamental de l'activité économique puisqu'elle fournit les biens nécessaires à la satisfaction des besoins des individus.

1. Définitions de la production

Définition

La production est une activité humaine qui consiste à créer des biens et des services. Autrement dit, elle est une activité économique qui consiste à créer des biens et des services à partir de ressources (équipements, hommes, informations...) et à les échanger sur un marché.

Définition

La production est une activité économique socialement organisée consistant à créer des biens et des services s'échangeant habituellement sur le marché ou obtenus à partir des facteurs de production (travail, machine) s'échangeant sur le marché.

D'un point de vue économique, la production regroupe l'ensemble des activités organisées, marchandes ou non marchandes, qui créent des biens et des services ayant une valeur pour la collectivité.

La production marchande repose principalement sur un **travail rémunéré** et sur des **échanges réalisés sur le marché**. À l'inverse, **la production non marchande** est assurée en grande partie par **les administrations publiques, grâce à un travail rémunéré (celui des fonctionnaires)**. Elle comprend également une part de travail non rémunéré, notamment celui des bénévoles œuvrant au sein des associations

Attention

Même si le bénévolat joue un rôle essentiel dans la société en créant des services utiles et en renforçant la cohésion sociale, il échappe encore aux indicateurs économiques traditionnels

La production

comme le PIB (n'est pas considérée comme une production au sens économique).

Rappel

La production marchande passe par **un marché** et est réalisée grâce à des **facteurs de production rémunérés**. **La production non marchande**, elle, **ne passe pas par un marché** mais repose sur des **facteurs de production rémunérés**. Ainsi, on peut dire que **la production** passe par **un marché** et/ou résulte de l'utilisation de **facteurs de production rémunérés**.

Exemple

Le travail réalisé chez soi (ménage, cuisine, bricolage) n'est pas considéré comme production, mais il le devient lorsqu'il est rémunéré.

Lorsqu'une femme de ménage fait le ménage chez elle, cela ne représente pas une production, mais lorsqu'elle travaille chez autrui, elle est rémunérée donc cela constitue un service payant, dans ce cas-là on parle d'une production d'un service.

2. Les facteurs de production

Définition

Les facteurs de production sont un ensemble d'éléments qui sont combinés durant l'activité économique pour produire des biens et services.

Les facteurs de production représentent les ressources économiques nécessaires pour réaliser les biens et services constituant la production. Il existe trois grands facteurs de production :

- **Le travail** (il représente l'activité humaine permettant la production).
- **Le capital technique**(il représente l'ensemble des biens de production utilisés d'une façon durable dans le processus de production).
- **Les ressources naturelles.**

Rappel

On distingue deux types de facteurs de production : facteurs fixes et facteurs variables.

Les facteurs fixes sont les éléments de production dont la quantité ne peut pas être modifiée à court terme, peu importe le niveau de production. Autrement dit, même si la production augmente ou diminue, ces facteurs demeurent invariables. Exemple : les bâtiments, les machines et équipements...

La production

Les facteurs variables sont des facteurs dont la quantité peut être ajustée à court terme en fonction du niveau de production souhaité. Autrement dit, lorsque la production augmente ou diminue, les entreprises peuvent facilement accroître ou diminuer l'utilisation de ces facteurs. Exemple : la main-d'œuvre, les matières premières, l'énergie....

Exemple

Pour une entreprise agricole, le sol cultivé représente un facteur de production fixe.

Si le nombre de machines employées pour travailler ce sol reste constant, les machines sont alors considérées comme du capital fixe.

En revanche, si l'agriculteur acquiert progressivement de nouvelles machines, le capital devient variable, et les machines sont, dans ce cas, un capital variable.

L'efficacité de la production

Pour mesurer l'efficacité de la production dans l'entreprise, l'entrepreneur calcule **la productivité**. Cette dernière (la productivité) est un indicateur d'efficacité de **la combinaison productive** : elle représente le rapport entre le volume de production réalisé et la quantité de facteurs de production utilisée.

La combinaison productive est appelée aussi **la fonction de production**, elle relie les quantités utilisées de facteurs de production aux quantités produites :

$$P = f(K, L).$$

P : le volume de production.

K : le volume du capital utilisé.

L : le volume de travail nécessaire.

La combinaison productive : elle désigne aussi la part relative du facteur capital et du facteur travail utilisés dans la production. L'entreprise a le choix : elle peut privilégier le facteur travail (main-d'œuvre importante) ou elle peut privilégier le facteur capital (machines).

Remarque

La productivité peut être évaluée en **unité physique** ou en **valeur(monétaire)**.

La production

$$\text{La productivité d'un facteur de production} = \frac{\text{la production réelle}}{\text{la quantité du facteur utilisé}}$$

Complément

La combinaison productive = l'ensemble des facteurs de production (travail + capital) utilisés ensemble pour produire.

Le rendement de cette combinaison = **la productivité**, c'est-à-dire combien on produit par rapport à ce qu'on utilise.

La productivité sert à mesurer le degré d'**efficacité de la combinaison productive**.

3. Les typologies et les classifications de la production

3.1. Les typologies de la production

a) La production marchande

Elle est destinée à la vente sur un marché à un prix supérieur ou égal aux coûts de production.

b) La production non marchande

Ce sont les produits et les services gratuits ou quasi-gratuits (vendus à un prix inférieur aux coûts de production) réalisés par des facteurs de production obtenus sur le marché.

Exemple

Les services d'enseignement et d'éducation sont une production non marchande, ils sont gratuits ou quasi-gratuits et ils sont réalisés à l'aide des salariés rémunérés.

D'une façon plus générale, les administrations produisent des services non-marchand.

3.2. Classification de la production

Selon Colin Clark et Jean Fourastié, la production peut être classée en 03 secteurs, ces trois secteurs sont définis selon l'intensité du progrès technique qui les caractérise au cours d'une période de temps.

La production

Secteur primaire

Le secteur des activités à progrès technique moyen, comme les activités d'exploitation des ressources naturelles, l'agriculture, la pêche, les mines, les forêts.

Secteur secondaire

Celui des activités à grand progrès technique, comme l'industrie et le BTP.

Secteur tertiaire

Il regroupe toutes les activités de production immatérielle, c'est-à-dire les services.

4. Comment mesure-t-on la production d'une économie ?

Pour mesurer l'ensemble de la production annuelle d'une économie, c'est-à-dire les richesses nouvelles créées par les agents économiques, il faut additionner toutes les valeurs ajoutées créées par les agents économiques.

Pour calculer la production nationale d'un pays, on ne doit pas additionner les productions des différentes entreprises (mesurées par le chiffre d'affaires), mais on additionne toutes les valeurs ajoutées créées. La détermination des valeurs ajoutées permet d'éviter certains doubles comptes et d'établir une évaluation correcte de la valeur nouvelle créée par une entreprise ou par un ensemble d'entreprises.

En d'autres termes, pour déterminer la production d'un pays, on ne doit pas additionner les productions, car cela reviendrait à comptabiliser plusieurs fois les mêmes biens et services (d'abord par l'entreprise qui a réellement produit ces biens et services, puis par l'entreprise qui les a achetés pour les transformer). Il est donc nécessaire de faire la somme des valeurs ajoutées.

Rappel

Valeur ajoutée = chiffre d'affaires de l'entreprise - la valeur des biens et services achetés à d'autres entreprises (la consommation intermédiaire)

Exemple

Une entreprise « A » qui fabrique des planches et une entreprise « B » qui fabrique des meubles.

L'entreprise « A » vend 20 000 Da de planches à l'entreprise « B », cette dernière « l'entreprise B » utilise ces planches pour fabriquer des meubles qu'elle vend à sa clientèle pour 100 000 Dinars.

Quelle est la production totale ?

La production

Si on additionne les productions de chaque entreprise, on trouve 120 000 DA alors que c'est faux. Pour éviter de comptabiliser deux fois une même production (dans notre cas les planches), il faut soustraire de la valeur des meubles (100 000 DA) les dépenses en planches (20 000 DA).

Ainsi, la valeur de la richesse créée par l'entreprise "B" (sa production) correspond à son propre apport :

La valeur ajoutée de l'entreprise B = 100 000 (chiffre d'affaires de l'entreprise B) - 20 000 (biens achetés à l'entreprise A).

La valeur ajoutée = 80 000,00 DA.

La production totale de l'économie = 80 000,00 DA + 20 000,00 DA = 100 000,00 DA

Complément

En macroéconomie, la somme des **valeurs ajoutées** créées par toutes les entreprises donne ce qu'on appelle le **PIB (Produit Intérieur Brut)**.

Définition

Le PIB est un agrégat de la comptabilité nationale représentant la somme des valeurs ajoutées créées par les différentes branches de l'économie pendant une année. Le PIB mesure l'ensemble des valeurs ajoutées créées par les unités économiques résidentes.

**PIB = somme des valeurs ajoutées + Impôts sur les produits –
Subventions sur les produits**

Le revenu : répartition et redistribution

VI. Le revenu : répartition et redistribution

Introduction

Globalement, les richesses créées ont trois grandes destinations : une partie est destinée à **rémunérer les salariés**, une autre constitue **l'excédent brut d'exploitation des entreprises** et la dernière partie est versée à l'administration fiscale sous forme **d'impôts liés à la production**.

1. Le revenu primaire des agents et ses différents types

Le revenu primaire des agents et ses différents types

Définition

Un revenu désigne l'ensemble des ressources financières perçues par un individu, un ménage, une entreprise ou une organisation, en contrepartie de leur participation à l'activité économique.

1.1. Les revenus d'activité

Les revenus d'activité sont les revenus de travail. Autrement dit, les revenus d'activité rémunèrent une participation directe à la production. Les revenus d'activité peuvent être des revenus liés à **un travail salarié** et des revenus liés à l'exercice d'**un travail non salarié** (honoraires des professions libérales comme les avocats, les médecins..., **bénéfices** des entreprises individuelles).

Remarque

Le salaire est le plus courant des revenus du travail :

Le terme « **salaire** » désigne toute rémunération constituant la contrepartie des prestations de travail, fournies par une personne (travailleur ou ouvrier) pour le compte d'une autre personne (employeur).

Le terme « **traitement** » a le même sens que **salaire**, il désigne la rémunération versée **aux travailleurs des administrations et institutions publiques (fonctionnaires)**.

Complément : Les différents types de salaires

Le salaire nominal : il correspond au salaire effectivement perçu, en unités monétaires, par un travailleur. On peut, cependant, distinguer le salaire brut qui inclut les cotisations sociales salariales prélevées par les organismes de sécurité sociale, et le salaire net qui est le salaire perçu après

Le revenu : répartition et redistribution

prélèvement des cotisations salariales.

Le salaire réel : il correspond au pouvoir d'achat du salaire perçu par un travailleur. Autrement dit, il correspond à la quantité des biens et services qu'un travailleur peut obtenir avec le salaire reçu. Dans une situation d'inflation, le salaire réel diminue, car la hausse des prix réduit la quantité des biens et services accessibles avec un même salaire nominal.

1.2. Les revenus de la propriété

Il s'agit des revenus liés à un patrimoine, à un capital.

Il existe deux grandes catégories de revenu de la propriété : **les revenus immobiliers** et **les revenus mobiliers**.

Les revenus immobiliers

Ce sont les revenus provenant du patrimoine immobilier, ils prennent la forme de **loyers** versés par les locataires.

Les revenus mobiliers

Ils correspondent aux revenus provenant de la possession d'un patrimoine financier.

Exemple

Avoir des actions ou des parts sociales dans des entreprises procure à leurs détenteurs des revenus **appelés dividendes**.

L'argent épargné dans des banques procure à son détenteur des revenus appelés des **intérêts**.

Exemple

Un salarié reçoit un salaire brut de 50 000 DA (revenu primaire du travail).

Il possède un appartement qu'il loue, générant un loyer mensuel de 25 000 DA (revenu primaire du capital).

Son revenu primaire total est donc de 75 000 DA avant toute déduction d'impôts ou ajout de prestations sociales.

1.3. Les revenus mixtes

Les revenus mixtes sont les revenus des entreprises individuelles, ils sont mixtes parce qu'ils rémunèrent à la fois un travail et un capital. Ils contiennent deux éléments indissociables : **la**

Le revenu : répartition et redistribution

rémunération du travail réalisé par le propriétaire et son **profit** en tant qu'entrepreneur (propriétaire de moyens de production).

Exemple

Un agriculteur exploitant sa propre ferme. Il travaille la terre (revenu du travail), mais il tire également des bénéfices de la vente de ses produits (revenu du capital lié à sa terre et à ses outils).

2. La redistribution de revenu

Sur le plan économique, la répartition primaire est rarement efficace, ni même socialement acceptable, au sens où elle est, en général, plus ou moins inégalitaire (du point de vue de la répartition individuelle), voire considérée comme injuste.

La répartition primaire concerne uniquement les agents économiques qui contribuent directement à la production ou disposent d'un patrimoine qui leur procure des revenus. Par contre, ceux qui sont inactifs, comme les personnes qui ne sont pas en âge de travailler et de produire et qui ne disposent d'aucun patrimoine, ne sont pas concernés et se trouvent exclus.

Dans ces conditions, les pouvoirs publics décident de procéder à une correction de cette répartition primaire par le biais du processus de redistribution.

La répartition des revenus est l'ensemble des opérations qui concourent à la distribution du revenu national entre les agents économiques. Il existe deux types de répartition : **la répartition primaire**, qui correspond à **la rémunération** des agents économiques ayant participé à la production et **la répartition secondaire** ou **redistribution**, qui vise à modifier la première répartition afin de réduire les inégalités de revenu.

3. Le revenu disponible

La répartition primaire correspond à la répartition des richesses créées entre les différents acteurs, ménages et entreprises ayant directement contribué à la production, donc à la création de la richesse.

Les ménages reçoivent le revenu de travail par les salaires, les revenus du capital financier par les dividendes et les revenus du patrimoine, par les loyers et les intérêts (revenus primaires).

Attention

Les revenus primaires ne tiennent pas compte des transferts : impôts, cotisations et prestations.

Le revenu : répartition et redistribution

Les revenus primaires des ménages ne correspondent pas exactement à ce dont ils peuvent disposer pour consommer ou pour épargner. Les ménages doivent payer des impôts et des cotisations sociales et reçoivent aussi des prestations sociales (indemnités, remboursement des soins...)

Les **prélèvements obligatoires** et le **versement des revenus de transfert** modifient donc la répartition des revenus primaires. Ces actions correspondent au processus de **redistribution** qui permet de **passer du revenu primaire des ménages à leur revenu disponible**.

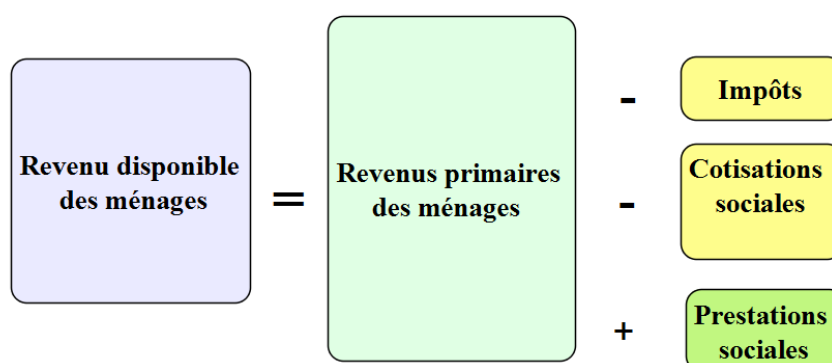
Ce processus de redistribution est simultanément un **processus de correction** du partage initial (primaire) des richesses produites et un **processus de distribution** d'une partie de ces richesses vers ceux qui n'y ont pas accès directement, en raison de l'absence ou de l'insuffisance de revenus primaires. La redistribution conduit à modifier le partage des revenus primaires et à aboutir à une répartition secondaire des revenus.

En résumé, la redistribution se traduit par le passage de la répartition primaire à une répartition secondaire, le passage des revenus primaires au revenu disponible.

Définition

La redistribution correspond à un ensemble d'opérations et de mécanismes qui consistent à **modifier la répartition primaire des revenus**. Au sens large, elle est conduite par l'État qui prélève des impôts directs et des cotisations, et en redistribue une large partie sous forme de revenus sociaux.

Le revenu disponible des ménages



Les revenus primaires correspondent aux revenus bruts perçus par les ménages avant toute

Le revenu : répartition et redistribution

intervention de l'État. Ils incluent principalement les salaires, les revenus du patrimoine (intérêts, loyers, dividendes) ainsi que les revenus d'activité indépendante.

À partir de ces revenus, les ménages sont soumis à différents prélèvements obligatoires, tels que les impôts (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, etc.) et les cotisations sociales, qui servent à financer le système de protection sociale.

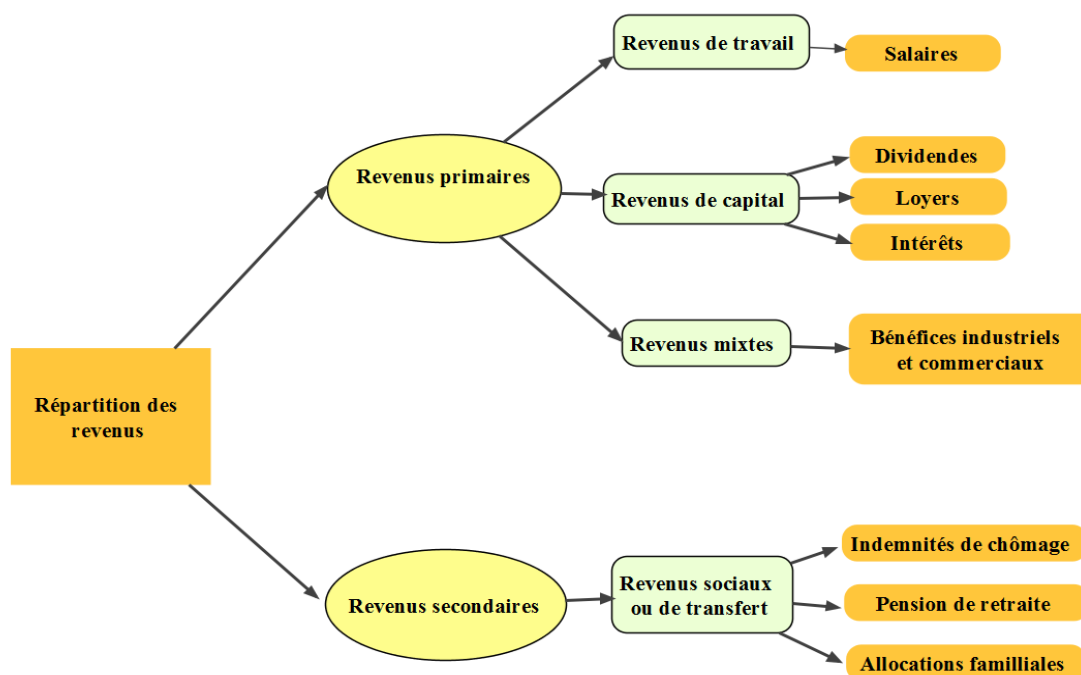
En contrepartie, les ménages bénéficient de prestations sociales versées par les administrations publiques. Ces transferts peuvent prendre la forme d'allocations familiales, de pensions de retraite, d'aides au logement ou encore d'allocations chômage.

Ainsi, le revenu disponible se calcule selon la logique suivante :

Revenus primaires – impôts et cotisations sociales + prestations sociales = revenu disponible.

La répartition des revenus

Ci-dessous, une figure récapitulative des différents types de revenus et du processus de sa distribution et de redistribution.



Le revenu : répartition et redistribution

Cette figure représente le mécanisme de répartition des revenus dans l'économie. Elle illustre les différentes formes de revenus perçus par les ménages selon leur origine, ainsi que les revenus primaires et les revenus secondaires (ou de transfert).

- Les revenus primaires sont issus de la participation directe à l'activité économique. Ils se décomposent en trois grandes catégories :
- Les revenus du travail, comme les salaires, perçus en échange de la fourniture de travail.
- Les revenus du capital, tels que les dividendes, loyers et intérêts, qui proviennent de la propriété de biens ou de capitaux.

Les revenus mixtes, comme les bénéfices industriels et commerciaux, perçus par les travailleurs indépendants qui combinent travail et capital.

Les revenus secondaires (ou revenus de transfert) résultent du mécanisme de redistribution opéré par les administrations publiques. Ils comprennent les prestations sociales versées aux ménages : indemnités de chômage, pensions de retraite et allocations familiales.

Ainsi, la figure met en évidence que la répartition des revenus s'effectue en deux temps :

- Une répartition primaire, liée à la production et à la propriété des facteurs de production.
- Une répartition secondaire, qui vise à corriger les inégalités grâce à la redistribution des revenus par l'État.

La monnaie et le financement de l'économie

VII. La monnaie et le financement de l'économie

La monnaie occupe une place centrale dans la vie économique. Elle est un instrument essentiel des échanges, permettant de mesurer la valeur des biens et des services, de faciliter les transactions et de conserver le pouvoir d'achat dans le temps. Au-delà de son rôle purement matériel, la monnaie reflète aussi la confiance accordée à l'économie et aux institutions qui la garantissent. Son évolution, des objets d'échange aux formes électroniques actuelles, témoigne de l'adaptation constante des sociétés à de nouveaux modes d'échange et de production.

1. Les origines de la monnaie

Les origines de la monnaie remontent à des temps anciens ; la majorité des tribus primitives que nous connaissons aujourd'hui ont utilisé la monnaie sous ses diverses formes. À l'origine, les échanges économiques se faisaient par le biais du troc, où des biens étaient directement échangés contre d'autres types de biens.

La capacité de la monnaie à libérer les gens des restrictions liées au troc explique sa diffusion rapide, dès l'apparition d'un bien qui est largement accepté. Divers types de biens ont été utilisés comme monnaie. Cependant, les métaux précieux sont rapidement devenus les plus populaires. Ces métaux précieux avaient généralement un prix élevé et stable.

En effet, il était facile pour les gens de les reconnaître, car il s'agissait de produits qui seraient largement acceptés en raison de leur prix stable. Les métaux précieux étaient employés comme moyen d'échange dans de nombreuses transactions. Toutefois, avant l'apparition des pièces de monnaie, l'utilisation courante impliquait la pesée des métaux en vrac. Autrement dit, avant toute opération d'achat, il fallait mesurer la quantité de métal nécessaire pour obtenir le bien souhaité.

Au fil du temps, les princes, les souverains ou les gouvernements pesaient les métaux et fabriquaient des pièces sur lesquelles ils apposaient un sceau pour garantir sa teneur en métal. Ainsi, les pièces ont supprimé la nécessité de peser le métal à chaque transaction.

Par la suite, l'apparition des billets marque une étape importante dans l'évolution de la monnaie. Les artisans spécialisés dans le travail de l'or, les orfèvres, avaient l'habitude de garder leur or dans des endroits bien sécurisés. La population a adopté, donc, progressivement la pratique de déposer son or auprès des orfèvres par souci de sécurité. En échange, l'orfèvre remettait au déposant un reçu garantissant la restitution de la quantité d'or déposée sur demande. Cela a permis de réaliser des achats sans le transport physique de l'or. Il suffisait à l'acheteur de transférer le reçu de l'orfèvre au vendeur, qui l'acceptait en général. Actuellement, dans tous les pays, seules les banques centrales peuvent émettre des billets.

La monnaie et le financement de l'économie

1.1. Définitions et formes de la monnaie

La monnaie est constituée de l'ensemble des moyens de paiement immédiatement utilisables pour effectuer des règlements et acceptés par tous dans une communauté donnée.

La monnaie est l'ensemble des moyens de paiement dont disposent les agents économiques pour régler leurs transactions.

La monnaie se présente sous plusieurs formes :

a) La monnaie marchandise

Le troc qui consiste à échanger un bien contre un autre type de bien. Les difficultés liées à cette opération (difficulté de trouver le produit désiré, non possession du produit recherché par l'autre partie...) ont poussé les individus à utiliser un bien de référence (marchandise) comme un moyen qui permettrait d'acquérir d'autres biens.

Exemple

Utiliser des coquillages comme un bien de référence. Acheter des produits en contrepartie d'une certaine quantité de coquillage.

b) La monnaie divisionnaire (La monnaie métallique)

Il s'agit des pièces émises par le Trésor public ou par la Banque centrale. Dans le passé, ces pièces sont fabriquées à base d'or et d'argent et leur valeur est déterminée par le poids des métaux qui les composent.

c) La monnaie fiduciaire

Il s'agit de la monnaie papier : ce sont tous les billets de banque émis par la banque centrale. Ces billets sont acceptés par tous et en lesquels tout le monde a confiance.

d) La monnaie scripturale

C'est une monnaie immatérielle (qu'on ne peut pas toucher). Elle correspond aux transferts d'un compte bancaire à un autre par un simple jeu d'écriture (manuel ou électronique). En d'autres termes, la monnaie scripturale désigne les dépôts des agents économiques dans les comptes courants bancaires ou à la poste. Elle circule grâce aux chèques, virements, cartes bancaires...

Attention

Les chèques, les virements bancaires, les cartes bancaires ne sont pas une monnaie, mais ils sont des instruments qui servent à transporter la monnaie scripturale.

La monnaie et le financement de l'économie

1.2. Les fonctions de la monnaie

La monnaie remplit trois fonctions principales. Elle est :

a) **Unité de compte (Étalon de mesure)**

Unité de compte (Étalon de mesure) La monnaie permet de donner une valeur aux biens (elle permet d'établir le prix de chaque bien) et détermine aussi une échelle générale des prix entre tous les biens.

b) **Intermédiaire des échanges**

Elle est dotée d'un pouvoir d'achat, elle permet d'acquérir des biens et des services sur tout le territoire où elle a cours (elle permet d'acheter des biens et des services).

c) **Réserve de valeur**

La monnaie n'est pas forcément utilisée immédiatement pour effectuer des transactions, mais elle peut être conservée afin de reporter dans le temps les achats (elle est conservée pour acquérir des biens dans le futur).

Cependant, l'inflation et la dégradation du taux de change affectent le pouvoir d'achat de la monnaie et, donc, altèrent sa fonction de réserve de valeur.

2. Le financement de l'économie

L'économie est caractérisée par la coexistence de deux types d'agents : des agents économiques qui ont besoin de financement. Généralement, ce sont des entreprises pour réaliser des investissements et des agents à capacité de financement (plus souvent, ce sont les ménages grâce à leur épargne déposée dans des comptes bancaires). Le financement de l'économie consiste à répondre aux besoins de l'économie exprimés par les agents économiques qui cherchent des moyens pour financer leurs projets.

En l'absence de financement, l'agent économique en besoin de financement ne pourrait pas réaliser immédiatement ses investissements, il doit attendre de disposer des ressources nécessaires pour le faire. Cet agent risque de ne jamais réaliser son projet ou il pourrait attendre des années pour le réaliser.

Cependant, les banques, grâce aux crédits qu'elles accordent, permettent à ces agents économiques de financer leurs différents investissements.

La monnaie et le financement de l'économie

2.1. Le rôle des banques

Les banques assurent seules le financement monétaire de l'économie. Elles jouent le rôle d'intermédiaires entre les prêteurs et les emprunteurs. Les banques fournissent des crédits grâce aux dépôts que leur confient leurs clients. Ce financement est appelé " intermédié" car les banques jouent le rôle d'intermédiaire entre les agents économiques.

2.2. Le rôle des marchés financiers

Le financement sur le marché financier est appelé aussi le financement direct. Il consiste en une mise en rapport direct entre l'emprunteur et le prêteur. Ce financement direct s'opère sur les marchés financiers, des marchés sur lesquels sont émises et négociées les valeurs mobilières (actions et obligations).

VIII. Déséquilibres économiques

Les déséquilibres économiques, tels que l'inflation et le chômage, représentent deux problématiques majeures pour toute économie. L'inflation correspond à une hausse générale et durable des prix, qui réduit le pouvoir d'achat des ménages, tandis que le chômage traduit une sous-utilisation de la main-d'œuvre disponible. Ces deux phénomènes, souvent interdépendants, traduisent des dysfonctionnements dans le fonctionnement global de l'économie.

1. Inflation

Définition

L'**inflation** est définie comme la hausse durable du niveau général des prix. Elle est mesurée grâce au taux d'inflation qui s'exprime en pourcentage.

Complément

L'**Indice des Prix à la Consommation (IPC)** est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages.

L'**Indice des Prix à la Consommation (IPC)** : mesure le rythme auquel les prix des biens et services de consommation évoluent au fil du temps.

$$\text{Taux d'inflation} = \frac{\text{IPC de l'année } N - \text{IPC de l'année } N - 1}{\text{IPC de l'année } N - 1} * 100$$

1.1. Les types d'inflation

a) Une inflation modérée

L'**inflation modérée** fait référence à un contexte dans lequel les prix augmentent progressivement, souvent en dessous de 5 % par an.

b) Une inflation rampante

Une **inflation rampante** est une inflation plus ou moins faible avec un taux qui varie entre 5% et 10%.

Déséquilibres économiques

c) Une inflation galopante

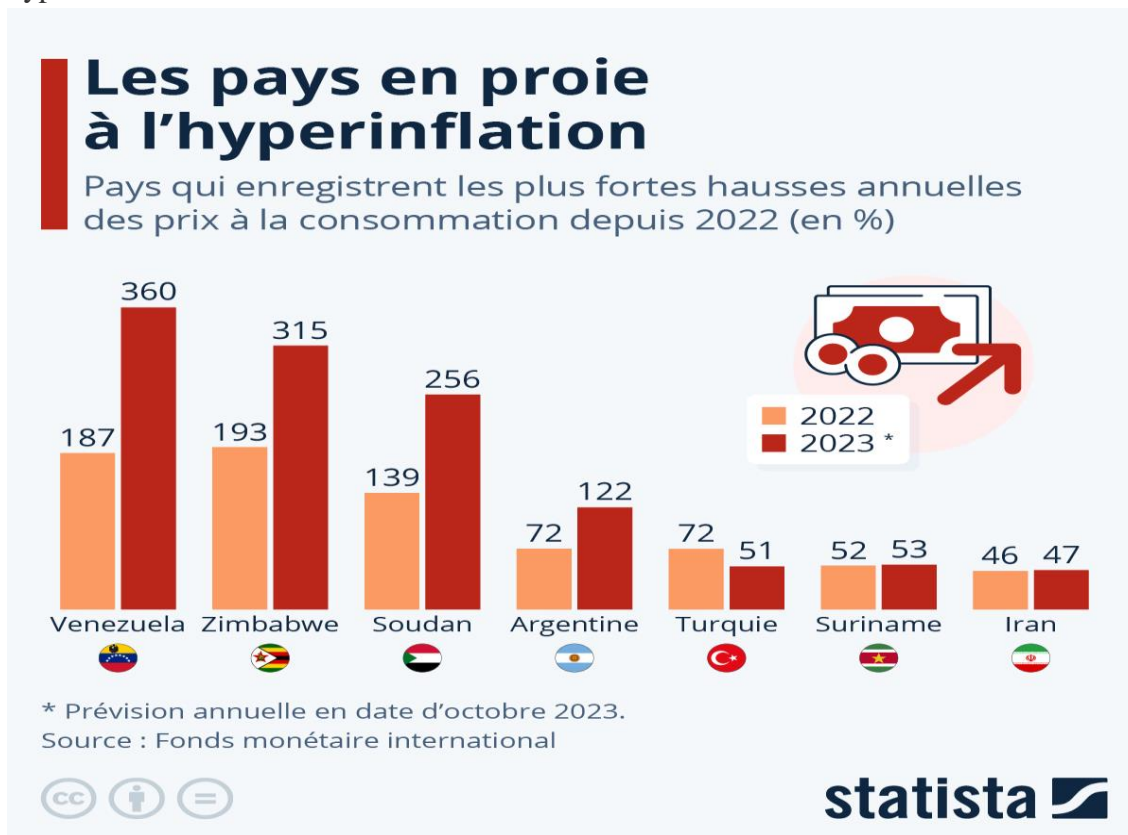
Une **inflation galopante** est une situation où les prix augmentent de manière rapide et incontrôlable, généralement entre 10% et 50% par an.

d) Une hyperinflation

L'**hyperinflation** est une très forte inflation avec un taux supérieur à 50 %. Ce type d'inflation est caractérisé par une destruction du pouvoir d'achat et crise économique grave.

Complément

« Le Venezuela est le pays qui présente l'inflation la plus élevée au monde, avec une hausse des prix à la consommation estimée à 360 % en 2023, selon les derniers chiffres du Fonds monétaire international (FMI) publiés au mois d'octobre. C'est la dixième année consécutive que le taux d'inflation au Venezuela est l'un des plus élevés de la planète, bien qu'il soit beaucoup plus faible qu'en 2018, où il avait atteint la valeur astronomique de 65 000 %. Comme le montre notre infographie, trois autres pays sont en proie à une hyperinflation particulièrement marquée cette année : le Zimbabwe, avec une hausse des prix à la consommation estimée à 315 %, ainsi que le Soudan (256 %) et l'Argentine (122 %). » Tristan Gaudiaut, Économie : les pays en proie à l'hyperinflation. 20 Nov. 2023. <https://fr.statista.com/infographie/31291/pays-avec-inflation-la-plus-elevee-au-monde-hyperinflation/>



Déséquilibres économiques

1.2. Des concepts liés à l'inflation

a) La désinflation

Elle désigne le ralentissement de l'inflation. Le taux d'inflation baisse, mais il reste toujours positif. Par exemple, la baisse du taux d'inflation d'une année par rapport à l'année précédente.

Remarque

Lors d'une désinflation, le taux d'inflation baisse tout en restant positif.

i La déflation

La **déflation** est le contraire de l'inflation. Elle désigne une diminution durable et générale des prix. Dans une situation de déflation, les prix baissent et la valeur de la monnaie croît.

ii La stagflation

La **stagflation** est une conjoncture économique caractérisée par la coexistence d'une stagnation de la production et de l'inflation.

1.3. Les causes de l'inflation

a) Une inflation par la demande

Dans une économie où les prix sont fixés par le marché (le mécanisme de l'offre et de la demande qui détermine les prix), si la demande excède l'offre, les prix ont tendance à augmenter. Il y a un risque d'inflation lorsque la demande augmente et l'offre ne change pas (elle ne suit pas la variation de la demande).

b) Une inflation par les coûts de production

L'inflation par les coûts de production se produit lorsque les prix des matières premières, les prix des produits intermédiaires, les salaires augmentent. La hausse des coûts de production pousse à l'augmentation des prix.

Exemple

Lorsque les prix des matières premières augmentent, plus particulièrement le pétrole, les producteurs sont obligés de répercuter le coût de ces augmentations sur leurs clients afin de maintenir un profit constant.

c) Une inflation par la création monétaire

Selon Milton Friedman : « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire » (Inflation

Déséquilibres économiques

et système monétaire, 1976).

L'inflation par la monnaie est l'explication la plus ancienne de ce phénomène. Selon cette explication, elle est le résultat de la progression trop rapide de la masse monétaire par rapport à l'accroissement de la production.

1.4. Les effets négatifs de l'inflation

- **Effets sur le pouvoir d'achat**

Il représente l'effet le plus direct et le plus visible, notamment lorsque les revenus n'augmentent pas au même rythme que les prix. Par conséquent, la même somme d'argent permet d'acquérir une quantité moindre de biens et de services.

- **Effets sur l'Épargne :**

L'argent placé sur des comptes bancaires rémunérés à un taux d'intérêt inférieur au taux d'inflation perd de la valeur.

- **Un effet négatif sur l'emploi :**

Si l'inflation devient trop forte ou durable, les salaires augmentent à leur tour pour compenser la perte de pouvoir d'achat. De ce fait, les coûts de production augmentent, ce qui peut réduire la compétitivité des entreprises. Ces dernières peuvent ralentir leurs embauches ou même licencier. En plus de ça, l'incertitude économique liée à l'inflation rend les investissements risqués, ce qui va freiner la création d'emplois.

- **Des effets sociaux :**

La diminution du pouvoir d'achat constitue l'un des effets sociaux majeurs de l'inflation. Elle affecte surtout les ménages à revenus modestes et tend à creuser les inégalités sociales. L'augmentation continue du coût de la vie entraîne souvent un mécontentement social, des revendications salariales et des conflits entre employés et employeurs. À long terme, si l'inflation reste élevée, elle risque de fragiliser la cohésion sociale.

2. Le chômage

Définition

Le chômage est un phénomène ayant une double dimension : une dimension individuelle et une dimension macroéconomique.

Au niveau individuel, il signifie un individu, en âge de travail, sans emploi alors qu'il cherche à

Déséquilibres économiques

exercer une activité professionnelle rémunérée.

Au niveau macroéconomique, il désigne un phénomène qui touche l'ensemble de l'économie. Il signifie une situation dans laquelle une partie de la main-d'œuvre est dépourvue d'emplois et qui en cherche un.

D'une façon générale, le **chômage** est défini comme la situation d'une population sans emploi et qui en recherche.

2.1. Le chômage selon le Bureau International de Travail (BIT)

Selon le BIT, un chômeur est une personne ayant dépassé un âge spécifié et qui au cours de la période de référence se trouve :

- **Sans travail** ; La personne n'a pas d'emploi rémunéré pendant la période de référence.
- **Disponible pour travailler** ; La personne concernée est prête et en mesure de prendre un emploi.
- **A la recherche d'un travail**(il a pris des dispositions spécifiques au cours d'une période récente spécifiée pour chercher un emploi salarié ou un emploi non salarié).

Remarque

Un emploi désigne une activité rémunérée et déclarée.

Le sous-emploi englobe les personnes occupant un emploi à temps partiel mais souhaitant travailler davantage ou encore ayant une activité partielle en raison des difficultés financières de leur employeur.

2.2. Comment mesurer le chômage ?

Le chômage est mesuré grâce au taux de chômage qui est le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre de personnes actives.

$$\text{taux de chômage} = \frac{\text{nombre de chômeurs} \times 100}{\text{population active}}$$

Remarque

Une personne est considérée comme active dès lors qu'elle exerce une activité rémunérée ou cherche à en exercer une.

Déséquilibres économiques

Les personnes en emploi sont considérées comme actives occupées et les chômeurs à la recherche d'un emploi sont dits actifs inoccupés.

Attention

Les chômeurs font partie de la population active.

2.3. Le chômage selon les écoles de la pensée économique

Pour les néo-classiques, le chômage est la conséquence d'un coût de travail plus élevé par rapport au salaire d'équilibre. En d'autres termes, le chômage est lié aux dysfonctionnements du marché du travail. Lorsque ce marché n'obéit pas au principe de l'offre et de la demande à cause des facteurs externes (salaire minimal, coût de travail très élevé...), le chômage va apparaître certainement.

Pour les Keynésiens, le chômage est la conséquence de l'insuffisance de la demande globale anticipée. La baisse de la consommation des ménages (par exemple à cause des salaires très faibles) aura un impact négatif sur le volume de production des entreprises.

2.4. Les effets du chômage

- La hausse du chômage entraîne la baisse de la demande, donc il a un impact négatif sur la production et sur la croissance économique.
- La hausse du chômage entraîne une baisse des recettes de l'État (moins de cotisations sociales) et la hausse de ses dépenses, chose qui entraîne la hausse du déficit public.

IX. La politique économique

La politique économique regroupe l'ensemble des actions mises en œuvre par les pouvoirs publics pour orienter et réguler l'activité économique d'un pays. Parmi ses objectifs : la lutte contre le chômage et la maîtrise de l'inflation, deux indicateurs essentiels de la santé économique. En effet, un taux de chômage élevé traduit une sous-utilisation des ressources humaines et engendre des tensions sociales, tandis qu'une inflation excessive réduit le pouvoir d'achat et fragilise la stabilité économique. Trouver un équilibre entre ces deux enjeux demeure l'un des défis majeurs des gouvernements, qui doivent ajuster leurs politiques budgétaires et monétaires afin de favoriser à la fois la croissance, la stabilité des prix et l'emploi.

1. Définition

Selon l'**OCDE**, la politique économique regroupe l'ensemble des stratégies mises en œuvre par un gouvernement afin d'améliorer les performances économiques. Elle comprend la politique fiscale (recettes et dépenses publiques), la politique monétaire (masse monétaire et taux d'intérêt), ainsi que des réformes structurelles et réglementaires visant à renforcer l'efficacité et la compétitivité.

Selon l'**OCDE**, La politique économique englobe un large éventail de stratégies employées par les gouvernements pour optimiser les performances économiques. Elle comprend des domaines tels que la politique fiscale, qui traite des dépenses et des recettes publiques ; la politique monétaire, axée sur le contrôle de la masse monétaire et des taux d'intérêt ; la réforme structurelle, qui vise à améliorer l'efficacité économique et la compétitivité à long terme ; et la réforme réglementaire, qui se concentre sur la mise à jour et la rationalisation des réglementations économiques.

Complément : Organisation de coopération et de développement économiques

L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) est une organisation internationale créée en 1961. Elle regroupe actuellement une quarantaine de pays, principalement développés et démocratiques. Son objectif est de promouvoir des politiques économiques et sociales favorisant la croissance, l'emploi et le commerce international.

Elle a pour mission la collecte, l'analyse et la publication des données comparatives pour aider les gouvernements à prendre de meilleures décisions. Elle joue aussi un rôle de forum où les pays échangent leurs expériences et coordonnent leurs politiques publiques.

2. Les types de politiques économiques

Une politique économique peut être conjoncturelle ou structurelle :

La politique économique

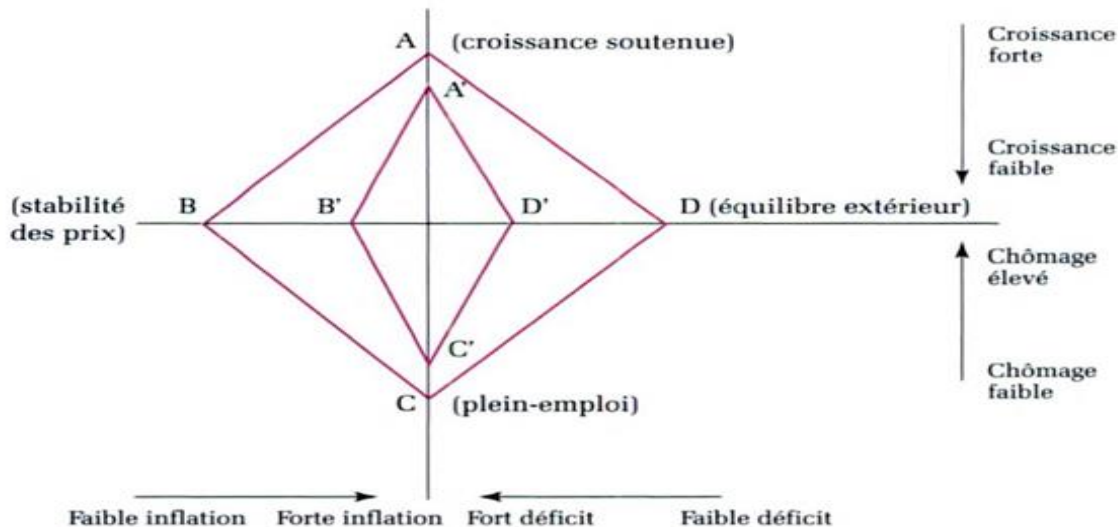
2.1. Une politique économique conjoncturelle :

Elle est appelée aussi une politique de régulation, elle est mise en œuvre par un gouvernement afin d'agir à court terme sur l'activité économique (croissance de la production, stabilité des prix, plein emploi...). La politique économique conjoncturelle est souvent confrontée à un dilemme. C'est-à-dire il est difficile pour un gouvernement d'atteindre les priorités simultanément, (les objectifs sont parfois contradictoires). Les effets d'une politique conjoncturelle peuvent avoir des effets à long terme (la relance économique par les dépenses publiques peut creuser la dette publique).

Complément : Le carré magique de Kaldor.

C'est une représentation graphique établie au début des années 1960 par l'économiste britannique Nicolas Kaldor. Ce dernier a défini 04 grands objectifs de la politique économique conjoncturelle :

- La croissance économique mesurée par le PIB d'un pays
- Le plein emploi mesuré par le taux de chômage
- L'équilibre extérieur de la balance commerciale mesurée grâce au solde extérieur
- La stabilité des prix mesurée grâce à l'inflation



Le carré ABCD représente la situation économique idéale que tout gouvernement souhaite atteindre, alors que le carré A'B'C'D' illustre la performance réellement réalisée par l'économie d'un pays. Exemple de la figure ci-dessus la politique économique du pays correspond au carré A'B'C'D', c'est-à-dire la politique économique du pays favorise la croissance économique soutient l'emploi mais elle provoque l'inflation et le déséquilibre extérieur.

La politique économique

a) La politique monétaire :

C'est une politique économique conduite par l'Etat et la banque centrale en agissant sur la quantité de la monnaie en circulation dans l'économie. Cette politique a pour mission de maintenir la stabilité des prix et l'inflation à un niveau faible et stable, tout en soutenant la croissance économique et l'emploi.

La politique monétaire mobilise plusieurs instruments à savoir :

i Le taux directeur

C'est l'un des principaux instruments de la politique monétaire, il représente le taux d'intérêt à travers lequel la Banque Centrale prête de l'argent aux banques commerciales.

ii Les opérations d'open market

Elles désignent des transactions réalisées par une banque centrale sur les marchés financiers, par l'achat ou la vente de titres comme des obligations d'État. Elles ont pour but de contrôler la liquidité du système bancaire et d'ajuster les taux d'intérêt à court terme, afin de soutenir la politique monétaire.

iii Les facilités permanentes

Les facilités permanentes sont destinées à fournir ou à retirer de la liquidité aux banques à 24 heures. Autrement dit, Les facilités permanentes sont des outils utilisés par la banque centrale pour gérer la liquidité à court terme dans le système bancaire. Elles permettent aux banques commerciales de déposer leurs excédents de liquidités ou d'emprunter des fonds à la banque centrale, généralement pour une période très courte, souvent d'une journée.

iv Les réserves minimales obligatoires

Les réserves minimales obligatoires (RMO) sont des exigences fixées par la banque centrale, obligeant les banques commerciales à maintenir un certain pourcentage de leurs dépôts sous forme de réserves non rémunérées auprès d'elle, et ce de manière continue.

v Les opérations de réescompte et de crédit

Ce sont des mécanismes utilisés par la banque centrale pour gérer la liquidité dans le système financier et soutenir les banques commerciales lorsqu'elles manquent de liquidités. Grâce à ces opérations, les banques commerciales peuvent se refinancer en obtenant des liquidités, soit en présentant des créances à court terme à la banque centrale (réescompte), soit en empruntant directement des fonds à celle-ci (opérations de crédit). Ces instruments sont essentiels pour garantir la stabilité du système bancaire et s'assurer que les banques disposent des ressources nécessaires pour financer l'économie.

La politique économique

b) La politique budgétaire

C'est un instrument permettant d'utiliser le budget de l'Etat afin d'agir sur l'activité économique d'un pays.

Les instruments de la politique budgétaire sont :

i Les dépenses publiques

Ce sont les dépenses effectuées par l'État qui sont orientées vers des secteurs économiques du pays tels que : la santé, l'éducation, la sécurité...

ii Les recettes fiscales

Elles représentent les taxes et les impôts (prélèvements obligatoires) collectés par l'État. Ces derniers permettent à un gouvernement de financer ses différentes dépenses. Dans une économie, les prélèvements obligatoires constituent un des leviers permettant d'agir sur la demande globale. Lorsqu'un gouvernement veut renforcer la demande globale (encourager la consommation), il baisse le taux d'imposition. Lorsqu'il veut la freiner il augmente les taux d'imposition.

Cela veut dire que les ménages disposent de plus de revenu disponible. Ils peuvent donc consommer davantage, ce qui stimule la demande globale.

1 Les transferts sociaux

Ce sont des aides financières versées par l'État à des groupes spécifiques de la population, comme les chômeurs, les retraités, les familles à faible revenu, les personnes handicapées. Ces subventions visent à réduire les inégalités sociales, et à soutenir la consommation.

c) Caractéristiques de la politique économique conjoncturelle

La politique économique conjoncturelle peut être une politique de relance ou d'austérité

i La politique de relance

Elle est mise en œuvre dans des périodes de récession ou de faible croissance économique. Elle a pour but de stimuler la demande globale (la consommation, l'investissement, et les exportations) afin de soutenir la croissance économique, réduire le chômage et relancer l'activité économique. Elle se traduit donc par des **mesures expansionnistes**.

ii La politique d'austérité

Elle est appelée parfois politique de stabilisation ou de rigueur. Elle désigne l'ensemble des mesures prises pour freiner la croissance de la demande, pour faire face à un déficit budgétaire ou une dette publique insoutenable. En d'autres termes, elle s'inscrit dans une politique **restrictive**

La politique économique

visant à réduire la demande globale à court terme afin de stabiliser l'économie à plus long terme.

2.2. La politique économique structurelle

Elle représente l'ensemble de mesures prises par un gouvernement à long terme pour modifier en profondeur l'organisation, le fonctionnement et les fondements d'une économie.

a) Les politiques sectorielles

Ce sont les instruments à travers lesquels l'État peut intervenir afin de soutenir ou de développer des entreprises de certains secteurs économiques. A titre d'exemple : Subventions ou aides ciblées à certains secteurs stratégiques. Nationalisation ou privatisation d'entreprises clés. Soutien aux PME innovantes.

b) Politiques de l'emploi

Cette politique a à la fois un caractère social et économique, elle vise à favoriser la création de l'emploi, réduire le chômage et améliorer le fonctionnement du marché de travail.

De plus, la politique de l'emploi a pour objectif d'une part de protéger les personnes sans emploi à travers des indemnités du chômage (allocations), des aides sociales... et d'autre part, aider les demandeurs d'emploi à trouver un travail ou améliorer leur capacité à trouver la formation professionnelle, des aides à l'embauche (réductions de charges pour les entreprises qui recrutent certains profils), Soutien à la création d'entreprises...

c) Politique de la concurrence

Elle vise à assurer le bon fonctionnement du marché, elle vise aussi à contrôler les ententes, les abus de positions et la concentration des entreprises.

d) La réforme fiscale et financière

La réforme fiscale vise à simplifier et rendre plus transparent le système fiscal pour encourager les investissements et améliorer la compétitivité des entreprises. Elles cherchent à rendre la fiscalité plus efficace tout en réduisant les complexités administratives.

La réforme financière et bancaire vise à assurer un accès plus facile et équitable au crédit, notamment pour les petites et moyennes entreprises, afin de stimuler leur croissance et leur développement.

Remarque

En résumé, la politique économique structurelle s'inscrit dans une perspective à long terme et touche des domaines clés de l'action publique, tels que l'emploi, l'industrie, la concurrence, le

La politique économique

commerce, la recherche, l'aménagement du territoire et les questions sociales.

Bibliographie

- BIALES (M) : *Economie générale* ;Foucher ;2002.
- BLANCHETON (B) : *maxi fiches de sciences économiques* ; Dunod 2009.
- BOURACHOT (H) : *Cours d'économie générale*Ellipses ; 2004.
- CROZET (Y) : *Economie générale, production, répartition, régulation* ; Ellipses ; 1991.
- DASQUE (L) : *Economie générale* ; Dunod ; 1995.
- DELAS (J.P) : *Economie contemporaine : faits, concepts, théories*Ellipses ; 1991.
- GENEUREUX (J) : *Introduction à l'économie* ; Seuil ; 2001.
- GENEUREUX (J) : *Les vraies lois de l'économie* ; Seuil ; 2001.
- LABARONNE (D) : *Economie générale* ; Seuil ; 1998.
- LEURION (R) : *Economie générale, économie d'entreprise* ; Foucher ; 1998.
- LONGATTE (J) : *Economie générale* ; Dunod ; 2000.
- MANKIWI (N.G) : *Principes de l'économie ; Economica* ; 1998.
- MONIER (P) : *l'économie générale* ; Lextenso ; 2013.
- POULON (F) : *économie générale* ;Dunod ; 2015.
- SALLEE (M) : *Initiation à l'économie générale* ; Dunod ; 1984.
- SAMUELSON (P.A), NORDHAUSS (W.D) : *Economie ; Economica* ; 2000.
- SLOMAN (J) : *Principes d'économie* ; Pearson Education, 2008.
- STIGLITZ (J.E) : *Principes d'économie moderne* ; De Boeck ; 2001.
- TEULON (F) : *Introduction à l'économie* ; PUF ; 1992.
- VANHOVE (P) : *Economie générale* ; Dunod ; 1998.